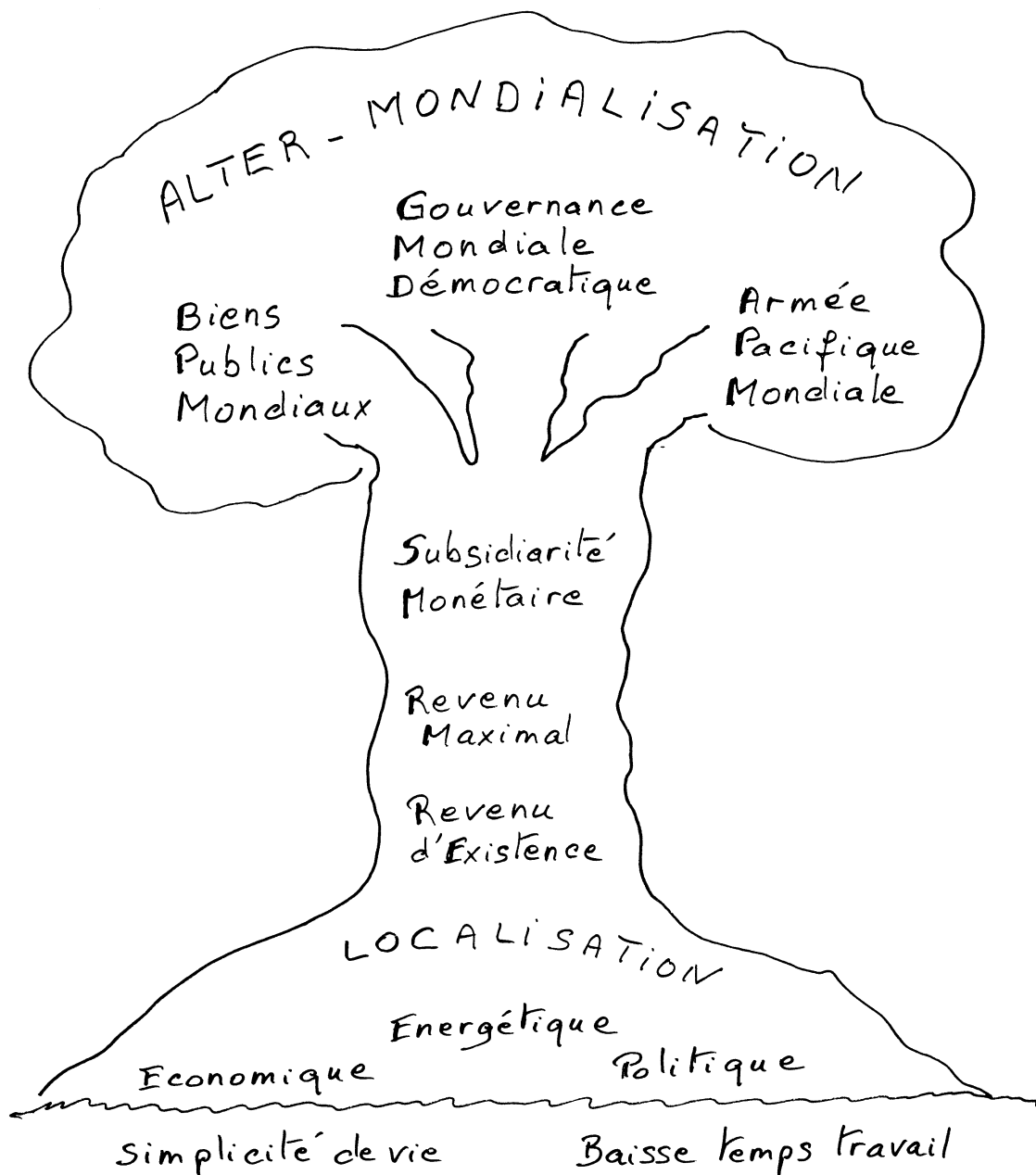


Un autre monde est possible : lequel ?

L'ARBRE ALTERMONDIALISTE

OU

L'UTOPIE D'UN AUTRE MONDE possible



SOMMAIRE

1ère partie : le fonctionnement

INTRODUCTION :

- 1- Une crise de civilisation
- 2- Aujourd'hui le réalisme, c'est l'utopie
- 3- La vision d'un autre monde possible

I. LA LOCALISATION DE L'ECONOMIE

- 1- Revenir à « l'économie »
- 2- Production et consommation de proximité
- 3- Le principe de subsidiarité
- 4- La simplicité heureuse et choisie

II. LA MONNAIE SUBSIDIAIRE

- 1- Le don
- 2- Le troc
- 3- La monnaie limitée
 - La monnaie affectée
 - La monnaie locale
- 4- La monnaie (inter)nationale
- 5- Le capital

III. LA LOCALISATION DE LA DEMOCRATIE

- 1- Les conseils consultatifs
- 2- Le budget participatif
- 3- La baisse du temps de travail salarié
- 4- Le revenu d'existence

IV. LA MONDIALISATION DE L'HUMANITÉ

- 1- Une gouvernance mondiale démocratique
- 2- Les Biens Publics Mondiaux
- 3- Un seul « corps mondial pour la paix »
- 4- L'ouverture des frontières

CONCLUSION : L'éthique contre la sacrificialité

2ème partie : les principes

I. LES TROIS PRINCIPES FONDAMENTAUX

- 1- L'unicité
- 2- L'égalité
- 3- La responsabilité

II. LES TROIS PILIERS

- 1- La paix
- 2- La limite
- 3- La subsidiarité

III. LES ETAPES DE LA MAISON COMMUNE

Petit dico alternatif

1ère partie : le fonctionnement

INTRODUCTION :

1- Une crise de civilisation

Au cours d'un bon repas entre amis... militants, peu ou prou, on discute de tout et de rien et, à défaut de « refaire le monde », on le dévoile en évoquant la misère, la guerre, les sans-abris, les mal logés, les personnes qui n'ont pas accès aux soins, les entraves à l'éducation, à la culture ; mais aussi toutes les formes de pollution et de dégradation de l'environnement, les risques liés aux nouvelles technologies comme le nucléaire, les OGM, les nanotechnologies ; sans oublier les immigrés, les sans-papiers, les morts aux frontières, le racisme et la xénophobie ; en tenant compte également de toutes les remises en cause de l'état de Droit et de la démocratie, le fichage, le flicage ; et j'allais oublier les dégradations continues des conditions de travail, la montée de la précarité et des multiples formes de chômage et d'exclusion ; sans compter le caractère totalitaire des grandes sociétés et des banques transnationales qui prennent en otage les gouvernements qui deviennent eux-mêmes plus représentants de commerce que de leur population ; et je dois ajouter les grandes institutions internationales -Banque Mondiale, Fond Monétaire International, Organisation Mondiale du Commerce, Groupe de Davos...- qui font la course pour la domination illégitime du monde... Bref, de quoi déprimer toute une vie, s'enfermer dans sa bulle identitaire, qu'elle soit nationaliste, communautariste, intégriste religieuse, alternatif groupusculaire ou tout simplement consommatrice compulsive.

Oh, rien de nouveau sous le soleil, diront certains, il n'y a que la forme qui change ! Quoi que l'on pense du sens de l'histoire, nous sentons que nous vivons un temps particulier par la répétition et la convergence de crises qui apparaissent comme les diverses facettes d'une crise globale de civilisation. Une civilisation qui a affirmé sa domination sur la planète, notamment par sa fascination pour la richesse matérielle et monétaire qui amène à accepter de sacrifier pour l'obtenir une bonne partie de l'humanité et des pans entiers de la planète. La conception de la vie qui la sous-tend est au fond très fétichiste en survalorisant des objets auxquels on laisse un pouvoir sur nous, un pouvoir de bonheur et de malheur, de vie et de mort ; de vraies divinités fabriquées. Cette sorte d'intégrisme matérialiste, cristallisé sur le capitalisme et le productivisme, pousse ses partisans à tout monétariser, à limiter le don gratuit, à confondre avoir et être dans des modes de vie centrés sur la surconsommation et l'accumulation, à considérer la nature comme une source infinie d'enrichissement personnel ou minoritaire sans limites, à imposer comme légitime la loi du plus fort, à sur-valoriser l'individu par rapport à la collectivité.

Je parle de crise de civilisation, car elle n'est pas une crise comme les autres ; elle est globale, planétaire et majeure. Elle est globale, car elle touche toutes les sphères de la vie collective dans ses aspects financiers, économiques, sociaux, alimentaires, énergétiques, environnementaux et politiques. L'une des raisons majeure tient au fait que le capital sert plus à spéculer qu'à investir dans la production, et que les produits financiers corrompus ont gangréné quasiment toute la finance internationale dans un contexte où l'économie néo-libérale tend à tout monétariser. Elle est planétaire, car elle atteint tous les pays ; il n'y a pas de zone sanctuaire. C'est l'un des effets de la mondialisation qui s'est mise en place à la fin des années 70, scellant l'interdépendance grandissante des nations. Elle est majeure, car c'est maintenant la survie de l'humanité qui pourrait être en jeu. Les experts du GIEC¹ affirment en effet que si nous ne changeons pas de modèle économique et de société, nous pourrions entrer dans un cycle de réchauffement global que nous ne maîtriserons plus et pouvant, à l'extrême, entamer la 6^e extinction majeure de la vie sur terre².

¹ Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat ; au total quelques milliers de personnes ; l'essentiel de la communauté scientifique internationale.

² En septembre 2009, en vue du sommet mondial de Copenhague sur le climat, le GIEC affirme que nous sommes au-delà des scénarios les plus pessimistes envisagés dans ses derniers rapports, car les émissions de Co² ont triplé par rapport aux années 90, alors qu'elles devraient baisser pour éviter le pire. Ceci l'amène à prévoir une élévation moyenne de la température sur terre de 1,4°C à 4,3°C, en sachant qu'au-delà de 2,5° - 3°C, on ne maîtrisera plus son augmentation automatique. Il envisage ainsi l'enclenchement de 9 points de non-retour (tipping point) qui

2- Aujourd'hui, le réalisme c'est l'utopie !

La dimension climatique de la crise a en effet un statut un peu particulier ; plus que les autres, elle engage le sort de toute l'humanité, présente et à venir. Face à elle, les scientifiques du GIEC sont comme nous, poussés à une certaine radicalité. En octobre 2002, dans un rapport intitulé GEO 3, ils ont étudié 4 scénarios que je schématiserai : le tout monétaire (autrement dit le néo-libéralisme actuel), le tout sécuritaire (en termes militaires et policiers, c'est-à-dire le modèle qui s'est imposé surtout après le 11 septembre 2001), limiter les dégâts environnementaux et sociaux mais sans changer le système global (nous pourrions faire le parallèle avec le « Grenelle de l'environnement » initié par le président Sarkozy), et enfin le « développement durable » au sens fort : on change de modèle. J'ai envie de le traduire, comme au sommet alternatif de Copenhague, en décembre 2009, par : On abolit le capitalisme et toutes les formes de productivisme. A l'été 2009, pour influencer la tenue du sommet officiel de Copenhague, des scientifiques du GIEC ont publié un rapport de synthèse dans lequel ils avertissent que nous avons maximum 15 ans -mais il vaudrait mieux 10 ans- pour atteindre le pic maximum d'émission de Co², autrement dit pour inverser la machine à polluer et détruire la planète ; 15 ans pour commencer à mettre en place d'autres modèles de société-monde.

Alors, on pourrait dire : Nous ne sommes pas arrivés à changer significativement nos sociétés et le monde en 150 ans, ce n'est pas en 15 ans que nous réussirons à les révolutionner. Oui, c'est une forme de réalisme, mais de l'autre côté, il y a également le réalisme des scientifiques : si nous ne changeons pas de route, le bateau-terre va sombrer. Ça n'est pas là du catastrophisme³, mais l'annonce d'une catastrophe possible et en partie évitable à condition d'avoir le courage de tirer les leçons de la crise. Autrement dit, le réalisme n'est pas absolu ; il faut choisir son réalisme. Comme il a été dit au Forum Social Mondial de Belem (Brésil) en juillet 2009, je crois qu'aujourd'hui le réalisme, c'est l'utopie.

Face à cette crise, la première chose à faire est d'abord de la regarder en face, de la lire autrement que comme une catastrophe inévitable ou un mauvais moment à passer. Les Grecs anciens avaient deux mots pour dire le temps : « kronos » -il a donné le mot chronologie- qui est le temps froid de l'histoire, les minutes qui défilent imperturbables d'une éternité à l'autre, quoi qu'il arrive. Il y avait aussi « kaïros » qui désigne un temps de rupture, un temps de crise majeure qui est un appel à changer radicalement⁴. Crisis en grec signifie « jugement » ; la crise, comme la douleur, nous alerte que quelque chose ne va pas dans notre façon d'être, et en cela nous appelle à changer pour que ça aille mieux. Elle peut donc être aussi une chance. Les couleurs de l'avenir dépendent en partie de nous, de notre prise de conscience, de notre audace à les façonner comme nous le pensons bon pour toute l'humanité, présente et à venir.

Beaucoup de personnes, y compris des capitalistes convaincus, reconnaissent que le capitalisme n'est pas l'idéal, mais pensent que nous n'avons rien à la place, si ce n'est le communisme qui s'est avéré un échec. Sans rentrer dans cette question qui devrait d'abord être un questionnement, je crois que nous sommes aujourd'hui au-delà du débat sur le capitalisme, le communisme et le socialisme historiques⁵. C'est autre chose qu'il faut inventer aujourd'hui, une autre conception de l'humain et de la société-monde qui devra s'enraciner dans et s'enrichir de ces moments historiques pour les dépasser. Le questionnement n'est pas seulement économique, financière ou politique, il est aussi philosophique, existentiel et même spirituel, car c'est la conception de la vie et son sens qui sont aujourd'hui en jeu.

L'important est sans doute de ne plus faire comme si nous étions au bout de l'Histoire, sous peine d'auto-réaliser cette « prophétie »⁶ ; l'important est de croire un autre monde possible ; mais lequel ?

3- La vision d'un autre monde possible

mettent en jeu la déglaciation complète de la terre (en traînant potentiellement une élévation de 70 mètres du niveau de la mer), la disparition des forêts tropicales, et la fin de la circulation océanique et à terme de la vie sous la mer ; le « point de bascule » global étant la fin de la vie sur terre.

³ Annonce d'une catastrophe inéluctable.

⁴ Radicalité vient du latin radius qui signifie racine ; elle consiste à reposer le sens des choses à la racine, à la base.

⁵ Au-delà de leurs différences réelles, ils sont de leur temps et ont en commun la primauté donnée à l'économie, l'apologie du travail (salarié), le productivisme, la non prise en compte de la dimension écologique, des pratiques démocratiques très limitées.

⁶ Cf : Francis Fukuyama, politologue étasunien, et son écrit de 1992 : « La fin de l'histoire et le dernier homme ».

Antonio Gramsci, grand penseur marxiste italien, non-orthodoxe, affirmait qu'il est impossible de bâtir une autre forme de société si l'on n'en a pas préalablement la vision ; d'où l'importance qu'il accordait à « l'instance idéologique », dans le sens qu'a formalisé Roland Barthes de représentation du monde et de notre place dans celui-ci. Dans les temps anciens, certains prophètes étaient appelés des « voyants » pour deux raisons complémentaires : ils étaient capables de « voir » la réalité, de la comprendre, de l'analyser, de mettre à jour ce que les diverses puissances dominantes voulaient cacher. Et ils étaient également capable de « voir » au-delà de cette réalité sordide et désespérante, un autre visage possible de leur société et des humains qui l'habitaient.

Religieuse ou athée, la foi et l'espérance sont des aspects incontournables d'un « autre monde ». Il sera impossible si nous n'y croyons pas ; mais y croire, c'est s'engager entièrement pour qu'il se réalise. Nous devons être effectivement des visionnaires, en étant bien au clair sur le fait que nous ne confondons justement pas notre vision et ce que sera ce monde demain. La vision n'est en aucune façon un projet clé en main sous peine de virer au totalitarisme. Le monde sera ce que toutes nos visions, tous nos engagements et les difficultés réelles en feront. La « vision » n'est qu'une orientation qui nous guide, qui doit être en permanence confrontée à celle de chacun et à la réalité. Elle est donc en itinérance, en construction, en évolution.

Je ne viens bien entendu pas avec LA recette de l'Alternative, parce que je refuse les modèles uniques. Il n'y a pas une alternative à la pensée unique et aux tentations totalitaires actuelles, mais des alternatives. L'alternative est toujours plurielle et de plus, elle n'est pas un modèle, mais un processus, un cheminement, une démarche et une marche, tout à la fois individuelle et collective.

Changer le monde n'est pas d'abord une question technique et matérielle, car nous en avons largement les moyens et la connaissance- mais avant tout mentale, idéologique et spirituelle. C'est la question du sens de la vie individuelle et collective, la question de l'espérance et de l'utopie, la question de notre vision du monde et de notre place dans ce monde. Nos connaissances théoriques et pratiques sont allées très vite, surtout ces 30 dernières années, mais je crois que nous sommes restés des nourrissons spirituels ; car ce n'est pas l'intelligence qui nous manque, mais la sagesse, l'espérance et le courage.

Derrière le décors médiatisé de la crise, les alternatives fourmillent, grandes et modestes, expérimentées et pensées. Mais il y a plusieurs écueils à la démarche à laquelle j'invite. Il y a tout d'abord le pessimisme. Nous sommes bien souvent hérités de la vision pessimiste du philosophe anglais, Thomas Hobbes qui estimait que l'être humain est naturellement violent et égoïste, porté à la rivalité et au conflit, et soucieux de ses seuls intérêts personnels. Cette vision qui s'est répandue partout, justifie en fait l'état de guerre permanent, politique, économique et idéologique. Je crois au contraire que l'être humain est capable de bonté, de générosité, de solidarité, encore faut-il qu'il puisse vivre dans des conditions qui favorisent ces sentiments et comportements positifs.

Il y a aussi la survalorisation de ceux qui détiennent le pouvoir de décision. A ce sujet, il est intéressant de relever à la dernière rencontre de Davos qui vient de se tenir en janvier, ces grands décideurs ont reconnu qu'ils n'avaient pas de solutions face à la crise globale.

Un autre écueil est la peur de changer de système de pensée, et d'habitudes ; la peur de l'autocritique, la peur de perdre matériellement, la peur de l'inconnu, la peur de changer de mode de vie. La peur, qu'elle soit feutrée ou se transforme en terreur, est une arme puissante de soumission et de domination ; la liberté commence par le courage et l'audace. Et pourtant, je vais commencer par vous faire peur, peut-être, bien malgré moi, parce que je vais évoquer un état du monde qui est catastrophique. Je voudrais que ce soit une peur qui alerte d'un danger et mobilise pour lui faire face, et non une peur qui terrorise et paralyse.

La présentation que je fais ici ressemble à un bouquet de fleur. Je suis allé dans la campagne de nos pratiques alternatives et de nos utopies pour en ramener celles qui me plaisaient le plus et en même temps donner une idée de sa diversité. Autrement dit, elle est un peu idyllique, mais toutes ces alternatives sont réelles, je n'ai rien inventé, je me suis contenté de rassembler en mettant une certaine cohérence, une harmonie.

Elle repose, me semble-t-il, sur trois idées transversales :

- La localisation : Pour humaniser et maîtriser une mondialisation devenue incontournable, sinon souhaitable, il est nécessaire de l'enraciner, de la localiser dans toutes ses dimensions :

économique, financière, énergétique, politique...

- La subsidiarité : Il faut gérer les questions au niveau où elles se posent (local, régional, global) et n'utiliser les diverses ressources, biens et services que dans la mesure où l'on en a besoin.
- La limite : La vie dans toutes ses dimensions n'est vivable que dans certaines limites ; l'illimité est le domaine de la dictature, qu'elle soit politique, économique ou tout simplement personnelle, et de la mort. C'est l'une des grandes leçons de l'écologie.

Ce travail est bien entendu imparfait ; il est à critiquer et à poursuivre. Les divers exposés que j'ai été amené à faire sur ce sujet et les critiques qui m'ont été apportées m'ont déjà permis de le corriger, notamment dans son approche pédagogique. J'ai donc séparé cet exposé en deux parties : J'ai placé en 2° partie l'approche plus intellectuelle qui tente de mettre en lumière les principes sur lesquels nous pouvons rebâtir et donner cohérence à nos alternatives. La 1° partie aborde donc par le concret, le pratique, en commençant par le niveau local pour terminer par la dimension mondiale.

I. LA LOCALISATION DE L'ÉCONOMIE

1- Revenir à « l'économie »

La mondialisation actuelle est perverse, non seulement parce qu'elle ne vise que la maximisation des profits pour des minorités, au point d'en devenir une véritable idolâtrie de type religieux, mais aussi parce qu'elle « globalise » la vie, elle cherche à englober toutes les activités humaines et les richesses de la planète pour les « gober », les avaler pour s'en goberger jusqu'à s'en rendre malade. Les crises sont des formes de maladies. Elle globalise l'humanité au point d'ignorer le petit être humain que nous sommes, au point de passer par dessus les droits fondamentaux de la personne humaine, au point de devenir inhumaine. Ceci dit, cette démarche de globalisation n'est pas propre au capitalisme, le « socialisme réel » que nous avons connu au siècle dernier, a également globaliser l'économie et le pouvoir pour accoucher d'une forme de totalitarisme. D'ailleurs, la globalisation seule engendre toujours du totalitarisme.

Pour être humaine, la globalisation doit être d'abord enracinée. La vision positive de la démarche de globalisation consiste non à vouloir faire main basse sur la globalité de la vie, mais à avoir le souci de la globalité de la vie, tant humaine que terrestre. Ce souci de l'ensemble doit passer par le souci de chacun, l'attention quotidienne aux petites choses, au respect de toute vie, passée, présente et à venir. Tâche incommensurable et inatteignable ? Dans l'absolu, oui ! Mais je crois que l'humanité s'humanise en essayant de s'en approcher, très modestement.

Nous pouvons prendre ici l'image d'un arbre dont la ramure représente la mondialisation, tant économique que politique. Le secret de sa beauté et de ses fruits réside en fait dans ses racines et le sol qui l'accueille. Le secret d'une gouvernance mondiale démocratique réside dans la généralisation de la démocratie locale participative⁷ ; le secret d'une économie au service de l'humain est notamment dans sa localisation.

Avant d'approfondir cette idée, précisons ce que nous entendons par « économie », car le mot sert à désigner des choses diverses et contradictoires : le développement du commerce, la gestion matérielle des sociétés, la recherche du profit, le fait de dépenser le moins possible, la financiarisation des activités humaines⁸. Je propose de reprendre la merveilleuse distinction introduite par le grand philosophe grec Aristote entre économie et chrématistique⁹. Le 1° terme désigne pour lui une saine et sage gestion des affaires de la « maison »¹⁰, alors que le second qualifie la recherche du profit pour le

⁷ Tel est le sens d'un opuscule de la Fondation pour le progrès de l'Homme, intitulé « Pour une gouvernance mondiale démocratique au XXI° siècle ».

⁸ Ce qui est gratuit n'entre pas dans le champ de l'économie officielle, notamment le travail des femmes à la maison.

⁹ Aristote (environ 384 – 322 av. JC) introduit cette distinction, notamment dans « L'éthique à Nicomaque ».

¹⁰ « Oïkos » qui a donné « éco » que nous retrouvons dans économie et écologie. C'étaient les femmes, libres bien sûr, qui étaient responsables de l'économie.

profit. En clair, ce que l'on appelle l'économie capitaliste n'est pas pour Aristote de l'économie ; elle utilise et soumet l'économie à ses objectifs chrématistiques. Le BA-ba d'une alternative radicale en « économie » consiste à se débarrasser de la chrématistique pour en revenir à une économie digne de ce nom, au service de tous les membres de la maison-terre, de l'ensemble de la maisonnée-humanité.

De même que le secret d'une gouvernance mondiale démocratique se trouve dans la démocratie locale participative, le secret d'une économie écologique, respectueuse de l'humain et de la planète, réside dans son ancrage local. Qu'est-ce à dire ?

2 - Production et consommation de proximité

Tout d'abord qu'il faut cesser de faire produire une bonne partie de ce que nous consommons à l'autre bout du monde -le summum étant peut-être l'alimentation « bio » venant de... Chine. Cela implique un acheminement extrêmement coûteux en énergie et par là même en émissions de Co² et en pollution. Le système actuel de marché est en effet basé sur une conception de la concurrence qui ne prend en compte que les coûts économiques directs et ignore les coûts sociaux et environnementaux, à court, moyen et long terme. C'est une malhonnêteté. Au niveau de la « science » économique, il faut revoir la théorie des « avantages comparatifs » mise en avant par David Ricardo¹¹ qui prône une spécialisation par pays en fonction de leur meilleure productivité et donc une division internationale du travail. Ce serait globalement plus efficace et économique et rationnel. Par exemple, il vaut mieux avoir un bon boulanger plutôt que chaque famille fasse son pain, car le boulanger ira plus vite, le fera meilleur et à moindre coût, et il libérera du temps pour tout le monde. Dans une économie locale, cela est en effet plus rationnel, mais la colonisation historique, puis la mondialisation des années 80, ont mis en place une concurrence mondiale exacerbée par les entreprises transnationales (ET) qui font produire n'importe où sur la planète, du moment que c'est moins cher. Les régimes politiques répressifs, les dictatures font alors éventuellement partie du décor, car ils contribuent à maintenir très bas le coût de la main d'œuvre. Faire venir des tomates de Chine parce qu'elles seraient moins chères est un mensonge : les conditions de travail et de vie des travailleurs chinois, les intrants polluants utilisés pour les produire, les incidences du transport sur une telle distance, sur le réchauffement climatique, et la pollution des mers... tout cela n'est pas pris en compte dans le « faible coût ». La région d'Almeria en Espagne produit, dans cette logique, les ¾ des fraises pour l'Europe. Elles sont moins chères sur le marché, mais qui paie les conditions de travail parfois quasi esclavagistes, le chômage induit sur ce même secteur dans les autres pays, la pollution de l'air, de la terre, la désertification accélérée de la région car les nappes phréatiques sont pompées « gratuitement » ; qui paie les incidences causées par tout ce transport ? Etc...

On pourrait certes taxer les émissions de Co², la pollution atmosphérique, le pompage de l'eau, mais je pense qu'il est cent fois préférable de solutionner les problèmes à la source : il faut relocaliser l'ensemble de l'économie dans une approche subsidiaire.

3- Le principe de subsidiarité

Le principe consiste à produire sur place le maximum de ce dont on a besoin pour vivre. On exporte alors seulement ce qui est nécessaire et ne peut être produit localement, en privilégiant le plus proche (ce qui ne veut pas dire le national – une production uniquement nationale n'existe quasiment plus et n'a pas forcément beaucoup de sens). Cela crée des emplois locaux et en plus grand nombre ; cela évite que l'argent investi parte ailleurs, vers les grands groupes financiers ; et réduit énormément les transports et ses incidences¹².

N'ayant plus à produire de grandes quantités et le moins cher possible pour l'exportation, les producteurs pourraient alors revenir à des conditions de travail et des produits beaucoup plus sains,

¹¹ Dans « Principes de l'économie politique et de l'impôt » en 1817.

¹² Par exemple, autour de 70% des tomates et des fraises consommées en Europe sont produites dans la région d'Almería dans le sud de l'Espagne. Elles parcourent 1000 à 4000 km pour être acheminées sur les marchés. Or, le transport est la première cause d'émission de gaz à effet de serre (26,5% en France en 2005).

écologiques et biologiques.

Localiser l'économie, c'est aussi produire et consommer des produits adaptés au local, aux spécificités du territoire (plaine, montagne, sec, humide...). Cela implique de viser un certain niveau de souveraineté alimentaire, mais n'exclut en rien les échanges commerciaux et les solidarités humaine. Certaines régions ou parties du globe sont riches et d'autres moins, il est normal que les mieux lotis en fassent profiter les moins favorisés, mais le principe de proximité doit primer et je conteste le fait que les plus avantagés puissent en profiter pour s'enrichir de cette inégalité de départ. Le principe de mutualisation que nous appliquons dans le domaine de la santé (avant que le vent de la privatisation ne commence à l'amoinrir) pourrait être appliqué au niveau économique et particulièrement alimentaire mondial.

En fait, la localisation de l'économie est inséparable du développement des jardins potagers personnels, des jardins solidaires et surtout de la petite paysannerie. Pour une même superficie (600ha), une seule ferme fait vivre 13 personnes, contre 83 avec 19 petites fermes. Par ailleurs, la biodiversité est limitée à 3 espèces végétales et 3 animales dans le premier cas, pour donner 20 espèces végétales et 15 animales dans le second¹³.

Localiser l'économie, c'est aussi localiser la production énergétique le plus près possible des utilisateurs. Cela implique tout d'abord de la décentraliser et par là même de réduire fortement le poids des technologies lourdes comme le nucléaire. Les grandes unités -centrales, barrages- coûtent extrêmement cher en installation et entretien, ne fonctionnent pas de façon transparente et démocratique, et le transport énergétique a un lourd inconvénient : plus on va loin, plus on perd de l'énergie et plus c'est cher. Je conçois que ces unités sont nécessaires, mais sans doute faut-il penser plutôt des unités de taille moyenne, valorisant les ressources locales (soleil, vent, mer...), et venant en force d'appoint aux capacités d'autoproduction.

Pour relever ce défi écologique et démocratique, il est en effet nécessaire de réaliser deux objectifs : D'une part, réduire fortement notre utilisation d'énergie (faire à la main, aller à pied, maison sans chauffage, etc...)¹⁴ et d'autre part favoriser l'autoproduction énergétique, ce qui devient possible à travers les nouvelles technologies -solaire, éolien, géothermie...- qui arrivent à point.

4- La simplicité heureuse et choisie

Toutes ces alternatives économiques et politiques, tous ces bouleversements de nos modèles actuellement dominants, passent nécessairement et fort heureusement par des changements de modes de vie. Il ne s'agit pas de se serrer la ceinture, mais de vivre mieux. Certains parlent de décroissance, d'autres de frugalité choisie ; moi, j'aime bien les termes de simplicité heureuse. Nous l'avons mis en avant en 1995 à Marseille, autour d'une démarche particulière : « Essayer de vivre 3 mois au niveau du RMI ». Il ne s'agissait pas de jouer faussement aux RMIstes, mais d'essayer de mieux comprendre ce que cela entraînait et d'autre part de se poser des questions sur notre façon de vivre. La consigne était de mettre ce que nous dépensions dans trois colonnes en fonction de l'appréciation que nous portions sur l'objet et le service utilisé :

Le vital	Le luxe nécessaire	Le superflu
----------	--------------------	-------------

- le vital (nous avons tous plus ou moins les mêmes besoins vitaux),
- le superflu (il ne se traduit pas par une amélioration de la qualité de vie personnelle et collective. Le plus souvent, le superflu nous noie dans l'avoir superficiel, ou bien nous finissons

¹³ Étude réalisée par « Frie Bonder – Levende Land », présentée au Sommet de Copenhague en décembre 2009. Cf : www.levende-land.dk ou www.viacampesina.org.

¹⁴ L'agence internationale de l'énergie (AIE dépendant de l'ONU) prévoit (scénario 450ppm) pour relever les défis climatiques en divisant par deux les émissions de Co² d'ici 2050 par rapport à 2005, une diminution de 47% grâce aux gains d'efficacité énergétique, de 20% par les énergies renouvelables, 13% par le nucléaire et 12% par le stockage et la capture du carbone.

par être possédés, au sens religieux et philosophique, par ce que nous possédons. Mais nous avons une troisième colonne :

- le luxe nécessaire, c'est-à-dire ce qui fait le plaisir de vivre, le sel de la vie : le sport, la musique, la militance, faire son jardin... Si chaque être humain a les mêmes besoins vitaux, chacun a son propre luxe nécessaire qu'il ne peut vivre, d'ailleurs, qu'en lien avec d'autres.

Le vital tout seul, c'est une austérité qui n'a aucun sens et dont personne ne veut. Le superflu nous fait courir le risque de nous submerger d'inutile, de basculer dans l'obésité et /ou la maladie, et de s'arrêter au luxe égoïste. La simplicité heureuse consiste à éliminer le superflu pour ne garder que le vital et le « luxe nécessaire ». Cette simplicité est incontournable pour que chaque être humain puisse vivre dignement, et pour que notre maison-terre puisse le demeurer.

On comprend alors aisément que simplicité rime avec manger bio, peu de viande, favoriser le commerce équitable, économiser l'eau, marcher à pied, rouler en vélo, prendre les transports en commun... Cela peut coûter plus cher, mais c'est sans aucun doute un plus juste prix. On peut se rattraper sur la qualité, le plaisir, la santé et la suppression de tas de choses inutiles et chères, une quantité plus raisonnable, etc... « *Vouloir créer un nombre illimité de besoins pour avoir ensuite à les satisfaire, n'est que poursuite du vent. La civilisation au vrai sens du terme, ne consiste pas à multiplier les besoins, mais à les limiter volontairement. C'est le seul moyen pour connaître le bonheur et nous rendre plus disponible aux autres.* » disait Gandhi.

II. LA MONNAIE SUBSIDIAIRE

Localiser l'économie sous-entend enfin de localiser la monnaie. Rappelons tout d'abord les trois fonctions essentielles de la monnaie. Elle a été inventée par les Grecs au 7^e siècle avant J.C. pour favoriser l'expansion économique à travers le commerce. Ses trois fonctions sont celles de :

- Équivalent général ou unité de mesure de la valeur marchande des produits ou services sur une même base
- Outil d'échanges différés dans le temps et l'espace. Si je veux, par exemple, échanger des légumes contre un meuble, il est préférable que je commence par les vendre, car ils sont périssables, et qu'ensuite, avec l'argent récolté, j'achète le meuble.
- Outil d'accumulation de la valeur. Avec la monnaie, la capacité d'enrichissement est devenue presque illimitée.

Les alternatives que je vais présenter vont reprendre séparément chacune de ces fonctions :

- Équivalent général de la valeur : Qui peut légitimement décider du cours de la valeur monétaire ? le marché, les banques, l'État ? Faut-il tout calculer en valeur monnaie ? Les choses essentielles comme les petites ne peuvent-elles pas se donner ou s'échanger sans passer par une valeur monétaire officielle ?
- Outil d'échange : Ne peut-on imaginer une forme de monnaie qui remette de la limite dans le temps et l'espace pour en garder la maîtrise ?
- L'accumulation illimitée et la spéculation qui l'entoure sont justement l'un des problèmes majeurs de nos « économies ». Comment conserver cette fonction tout en la contrôlant ?

L'un des problèmes majeurs de « l'économie » est en effet d'avoir été colonisée, parasitée par la spéculation monétaire. Il me semble évident qu'une économie saine ne peut reposer sur une démarche malsaine : la cupidité qui est un comportement maladif en soi. Pour libérer l'économie de la chrématistique, il est alors indispensable de limiter au maximum les possibilités spéculatives.

Nous pouvons envisager cinq domaines de la monnaie : le don, le troc, la monnaie limitée, la monnaie nationale ou internationale, et enfin le capital. Dans une démarche de subsidiarité, elles devraient être des étapes : on utilise la première, et si cela ne convient pas, on prend la seconde, et ainsi de suite ; les outils complexes et difficilement maîtrisables ne viennent qu'à la fin.

1- Le don

Le don, l'absence de monnaie, la non-monnaie est la première étape : je donne gratuitement, sans rien attendre en retour, si ce n'est peut-être un remerciement. Concrètement, cela veut dire aider, donner un coup de main, donner quelque chose dont on ne se sert plus. Marcel Mauss¹⁵ a mis en évidence l'enjeu de société qui se joue derrière des comportements de cette nature. Placer l'essentiel des relations humaines sous le signe de l'argent nous fait courir un grand danger, celui par exemple de transformer l'amour en prostitution, l'amitié en instrumentalisation de l'autre, l'éducation en prétexte malsain, etc... Le don nous rappelle que la vie est le fruit d'un acte gratuit, que nous avons commencé à vivre sous le signe de l'amour et du don, et que les relations humaines devraient continuer, tant que faire se peut, à demeurer sous ce signe.

2- Le troc

On peut aussi échanger. Le troc, c'est le système du « don contre don », et on n'est pas obligé pour cela de rechercher l'égalité financière, il suffit que chacun s'y retrouve. L'immense richesse de l'échange est de créer de la relation sociale, de la société. Ce système peut fonctionner bien entendu à un niveau local, mais aussi à un haut niveau, puisque des pays le pratiquent. Dans ce cas, le calcul en équivalent monétaire devient nécessaire. Cela pourrait se pratiquer entre villes, régions, organisations, entreprises... Cet échange peut être facilité par une monnaie ad-hoc, conçue spécialement pour l'occasion.

3- La monnaie limitée

Je qualifie de « limitée », une monnaie dont la valeur et l'utilité sont limitées dans le temps et l'espace¹⁶. On en distingue deux formes qui peuvent être complémentaires. Elles s'inspirent directement des principes émis par Jacques Duboin¹⁷ concernant son projet d'économie distributive.

- La monnaie affectée :

Elle ne peut servir que dans un domaine et un temps précis. L'exemple le plus commun est le ticket restaurant. Il ne sert qu'à acheter de l'alimentaire dans des commerces qui adhèrent officiellement à la démarche ; une fois donné, il ne peut plus être réutilisé, et il n'est valable qu'un an et un mois.

La monnaie affectée est avant tout l'outil d'une politique volontariste. Des Conseils Généraux distribuent depuis quelques années des carnets de tickets pour aide inciter les jeunes à acheter des livres, aller au cinéma ou au théâtre. La même chose peut exister par rapport au sport. Certains l'évoquent pour financer les associations voire les syndicats : Chaque citoyen pourrait recevoir un carnet avec des tickets d'une valeur « x » qu'il redonnerait à une ou des associations de son choix. La même chose pourrait s'imaginer en donnant les carnet aux travailleurs pour financer les syndicats de leur choix.

L'immense avantage pour les pouvoirs publics est de maîtriser la création monétaire, au service d'objectifs votés -normalement- démocratiquement.

- La monnaie locale :

Elle est une monnaie spécifique à un territoire, par exemple une ville et sa commune. Elle est avant tout l'outil d'une volonté politique. On l'appelle aussi « devise locale ».

¹⁵ Marcel Mauss (1872 – 1950) est surtout connu pour son « Essai sur le don ».

¹⁶ Pour certains, il ne s'agit pas de monnaie au sens classique du terme, car elles n'ont pas de valeur sur le marché des changes, et n'ont pas d'existence internationale. Je pense qu'on peut tout de même les qualifier de monnaie.

¹⁷ Jacques Duboin (1878 - 1976)

Actuellement, dans le système monétaire classique, ce sont les banques privées qui créent la masse monétaire sous la forme d'une reconnaissance de dette qu'elle compte ensuite en « avoir » en pariant sur le remboursement à venir. Elle fait donc un acte de « foi », d'où le terme de monnaie « fiduciaire »¹⁸. La banque met en actif une somme qui devrait être au passif, d'où le problème lorsque les débiteurs ne peuvent pas payer. Les États, à travers les banques centrales, n'ont qu'une maîtrise très limitée de la monnaie.

La monnaie locale elle, est émise par les autorités politiques pour financer une politique. A Brixton en Grande Bretagne, par exemple, la municipalité a voté la création d'une monnaie locale : le Brixton-pound. Sa valeur est alignée sur la monnaie nationale et la mairie vote la création de tel montant de monnaie locale. Ce système peut être mis en place au niveau d'une ville pour se donner les moyen de développer et contrôler une politique volontariste, par exemple la création d'emplois et /ou d'agriculture biologique.

4- La monnaie (inter)nationale

Le 4° stade est la monnaie nationale ou régionale comme l'Euro. Les monnaies particulières, nationales et régionales, sont nécessaires pour faciliter les échanges à distance et différés dans le temps (fonction n°2). Il est souhaitable d'avancer à terme vers une monnaie mondiale, afin d'éviter tous les problèmes liés aux changements de cours des monnaies et des spéculations jouant sur ces variations non maîtrisées. Mais cette mondialisation monétaire suppose des économies locales intégrées et une maîtrise globale de l'économie, ce qui sous-entend une relative démonétarisation de l'économie, car c'est justement la monnaie dont le fonctionnement est difficile à contrôler. La proposition de Jacques Duboin semble sur ce point très intéressante : La monnaie ne devrait servir qu'une seule fois, ce qui empêcherait la spéculation à ce niveau-là et rendrait à la monnaie sa fonction première d'outil au service d'une politique.

Car en fait, la monnaie pose problème, non au niveau de sa fonction d'accumulation de la valeur (fonction n°3), mais plus précisément comme capital, c'est-à-dire comme accumulation de la valeur, investie pour rapporter des profits.

5- Le capital

La fonction capital semble, au moins en l'état actuel des économies, inévitable. Peut-être est-elle souhaitable ; le problème est de sortir du fétichisme, autrement dit de l'inversion suivante : ce ne sont pas les humains qui contrôle le capital, mais le capital qui détermine le fonctionnement et l'avenir des sociétés et des humains. Le capital fonctionne en fait comme une véritable divinité : Son fonctionnement a tendance à devenir autonome et à ordonner le comportement et les activités humaines. Il en est venu à avoir un pouvoir de vie et de mort sur les humains : Sans investissement financiers importants, des régions ou des pays végètent ou déclinent ; d'autres peuvent s'effondrer rapidement parce que s'effondre le cours de leurs matières premières...

Alors, au total, qu'est-ce qui est à rejeter, le capital, le capitalisme, les deux ? Karl Marx disait que le capitalisme est avant tout un rapport social de domination au moyen du capital. L'économie, surtout à l'heure de la mondialisation et de défis majeurs engageant le sort de l'humanité -je pense d'abord à la misère, l'alimentation et le changement climatique- peut-elle se passer de la fonction « capital » ? Pouvons-nous rejeter le capitalisme tout en gardant la fonction capital ? Je pense que oui. Des investissements énormes sont nécessaires pour résoudre ces problèmes majeurs. En retirer quelques profits n'est pas forcément un problème. Dans la mesure où l'argent investi génère de la richesse, il n'est pas illégitime d'en retirer une part limitée. La question primordiale est surtout : Au bénéfice de qui ? De groupuscules ou de la collectivité ? Je vois pour ma part deux enjeux : N'utiliser la fonction « capital » que dans la mesure où elle est nécessaire, c'est-à-dire en cas d'investissement et de prêt. Deuxièmement, garder le capital comme outil économique et non comme fin en soi (chrématistique)¹⁹.

¹⁸ Les crises économiques sont en partie des « crises de foi ».

¹⁹ En effet, chercher à faire de l'argent avec de l'argent nous fait sortir, au sens d'Aristote, du champ de l'économie pour entrer dans celui de la chrématistique qui poursuit d'autres but. Cela nous fait sortir du domaine de l'éthique qui

Pour parler du capital sans le capitalisme, on peut distinguer la « chrématistique capitaliste » de « la partie « capitalistique » de l'économie dont les principes pourraient être les suivants :

- Pour certains travaux et recherches, des investissements importants sont nécessaires. Les taux d'intérêts devraient être fixés sur décision politique et non en fonction du marché, car le marché de l'argent devrait disparaître dans la mesure où l'argent n'est pas une marchandise.
- Les bénéfices devraient servir pour la collectivité. Cela sous-entend, je crois, l'élimination des banques privées. Le rôle de banquier demeurerait, mais comme fonctionnaire, car cela ne serait plus qu'une fonction sociale et économique.

Rappelons tout de même que pour maîtriser l'économie, il faut au maximum la démonétariser. La subsidiarité que nous avons évoqué ne concerne pas que la monnaie, mais pose autrement le rapport aux personnes, aux objets, aux services, et plus globalement à la terre qui est notre « oikouménè » -ce qui signifie en Grec notre « unique maison »- et à la vie. Elle sous-entend un mode de vie basé sur la « simplicité choisie ».

III. LA LOCALISATION DE LA DÉMOCRATIE

Le secret de la gouvernance mondiale démocratique (GMD) se trouve dans ses racines locales. C'est parce et dans la mesure où nos gouvernances locales seront réellement démocratiques et participatives que la GMD le deviendra rapidement. Quelle que soit l'architecture que l'on imagine pour cette GMD, sa qualité dépendra toujours de son enracinement local. On ne repousse pas le problème, on l'enracine.

Nous l'avons dit, il faut enraciner la démocratie pour la rendre effective au niveau de la Gouvernance Mondiale.

Nous l'avons dit, la démocratie locale participative (DLP) est la base, de la gouvernance mondiale démocratique. Est-ce reporter le problème, non, c'est l'enraciner, le localiser, le rendre ainsi réalisable, car nous le prenons alors à une dimension humaine.

Je vois alors deux outils politiques pour avancer dans ce sens : les conseils consultatifs et le budget participatif, et d'autre part un signe : la disparition de la fonction de président.

1- Les conseils consultatifs

Ils existent déjà depuis longtemps au niveau de certaines municipalités, de Gauche et de Droite, et de conseil régionaux, notamment pour y associer des jeunes. L'idée est de créer, en parallèle à un conseil élu, un conseil ayant un rôle uniquement consultatif. Le premier rassemble des personnes élues pour une durée déterminée, et qui ont un pouvoir décisionnaire ou délibératif. Le second réunit toute personne intéressée, sans limite de temps. Il travaille sur le même ordre du jour que le conseil élu et n'a qu'un pouvoir de proposition. Il peut cependant mettre des questions nouvelles à l'ordre du jour. C'est assez simple à mettre en place et les intérêts sont immenses.

Les membres du conseil consultatif -et par là même tous les citoyens qui le souhaitent- :

- Seront informés précisément, au même titre que les élus, de tous les dossiers qui sont traités.
- Pourront poser des questions ou aborder des sujets qui pourraient être tabous ou gênants.
- Auront la possibilité de vérifier tout le processus de prise de décision et éventuellement lutter contre

consiste d'après Paul Ricoeur à rechercher d'abord le bien d'autrui ; or je crois que l'éthique est le fondement d'une société « humaine ». Enfin, Cela nous ramène dans le champ du fétichisme, au sens de K. Marx, c'est-à-dire d'un fonctionnement autonome et sacrificiel de la finance.

les groupes de pression, notamment économiques.

- Pourront également vérifier l'application des décisions.
- Trouveront là l'opportunité et l'intérêt de se former à tous les sujets les concernant.

En un mot, les citoyens auront là le moyen d'être responsables, au-delà du simple pouvoir électif.

Le conseil élu sera forcément bousculé par ce nouveau dispositif démocratique, car les élus :

- Seront moralement obligés de tenir compte des propositions émanant de ce conseil consultatif, surtout si elles sont convergentes. S'ils ne le font pas, ils risquent alors de ne pas être réélus.
- Se sentiront certainement plus libres par rapport aux diverses pressions.
- Ne seront pas obligés de faire plusieurs mandats pour devenir opérationnels. En effet, le conseil consultatif sera un merveilleux vivier d'élus potentiels, formés et responsables, ayant l'habitude de la consultation démocratique.

Cela risque de changer la nature du pouvoir, car chacun sait que le monde politique est actuellement prisonnier de deux pièges : Pour être compétent, il faut rester longtemps au pouvoir, mais plus on y reste, plus on risque de tomber dans des tentations d'accaparement du pouvoir, de fascination du pouvoir, de clientélisme pour être réélu, de corruptions diverses. Par ailleurs, pour être réélu, il faut faire pas mal de gestion à court terme, parfois uniquement tape à l'œil, alors que les questions fondamentales se jouent sur du long terme ; la question climatique et environnementale en est un bon exemple.

Ce nouveau vivier permettra de ne garder les élus que pour un, peut-être deux mandats maximum. De toute façon, rien n'empêchera les anciens élus d'être membres de conseil consultatif.

Ce type de conseil seraient réalisables immédiatement et partout. On pourrait même en faire une obligation : lorsqu'il y a un conseil élu et décisionnaire, il doit y avoir un conseil consultatif. Cela pourrait commencer dès l'enfance, à l'école, sur le quartier, créant ainsi une culture profonde de démocratie participative. Il s'en créerait dans les associations, le monde du travail, tous les lieux politiques, municipalités, conseils régionaux et généraux, y compris au niveau national et même international ou plutôt mondial. Bien sûr, le plus simple est de commencer localement, mais une fois mis en place, cela n'est qu'une question d'organisation. D'ailleurs, les Forum Sociaux Mondiaux qui fêtent leur 10 ans d'existence, ne sont-ils pas des sortes de conseils consultatifs ?

Si nous abordons cette question d'un point de vue théorique, il s'agit en fait de passer d'une logique de pouvoir à une logique de responsabilité. Dans la première, l'objectif non affiché ou la tendance très lourde est d'avoir le plus de pouvoir possible et de le garder le plus longtemps possible. Tous les élus ne tombent pas dans ce piège, ou en tout cas avec la même facilité, mais la démocratie peut-elle raisonnablement reposer sur des exceptions et passer son temps à se battre contre des tendances naturelles qui risquent de la saborder ? La crise actuelle du Politique répond à la question.

La logique de la responsabilité repose sur trois critères :

- Exercer le pouvoir sur un temps limité et court, car il fonctionne comme une sorte de drogue. Il est donc nécessaire de limiter les mandats à un renouvellement ; et encore cela demanderait une analyse plus fine pour en vérifier l'opportunité.
- Exercer le pouvoir dans des domaines limités : Exercer le pouvoir, c'est dire « Je peux », or l'être humain ne peut pas tout. « Je peux tout, dans tous les domaines » est à proprement parlé un pouvoir divin -que l'on soit croyant ou pas-. A se prendre pour Dieu ou un dieu, on risque surtout de devenir démoniaque. Hannah Arendt pense que l'essence du totalitarisme politique ne consiste pas à penser que tout est permis, mais que tout est possible ; car, une fois encore, à qui tout est possible ? A Dieu ! Il est donc bien préférable que chaque élu soit responsable dans un seul domaine d'intérêt et de compétence, ce que n'empêche pas de donner son avis sur l'ensemble des questions. La vision globale, c'est la collectivité qui la possède.
- Exercer le pouvoir à plusieurs. Cela se déduit du point précédent. Comme signe emblématique, je

pense qu'il faudrait supprimer la fonction de président pour la remplacer par une collégialité. Les seules fonctions qui restent nécessaires sont celles d'animation, de veille du processus démocratique, d'anticipation. Mais, elles peuvent être assumées par des personnes différentes et tourner.

Bien entendu, dans cette logique, le cumul des mandats est impensable, car c'est un cumul de pouvoirs. Par ailleurs, une responsabilité est un travail, on ne peut s'investir à fond dans plusieurs. Cumuler, c'est prendre la place de quelqu'un, sans compter le scandale de l'enrichissement dans et par l'exercice du pouvoir. Dans une démocratie digne de ce nom, c'est inacceptable.

2- Le budget participatif

Le budget participatif est connu pour avoir été mis en place à Porto Alegre, une grande ville du Brésil. Il a eu des difficultés, mais il fonctionne et a apporté beaucoup à la recherche d'outils pour la démocratie participative. L'idée de base consiste à associer les habitants qui le souhaitent à l'élaboration du budget. Cela présente les mêmes avantages que le conseil consultatif : transparence obligée, débats collectifs sur le fond -je rappelle que le débat est le fondement de la démocratie-, finances envisagées comme étant au service de projets politiques (et non l'inverse), possibilité de vérifier les applications, contrecarrer les pratiques mafieuses, les détournements et les groupes de pression, responsabiliser des citoyens en allant au-delà du « y'a qu'a » et en les situant dans une tension productive entre l'utopie ou les rêves et d'autre part le réalisme de la situation.

Il est bien entendu faire le bilan de ces pratiques pour améliorer l'outil. Des experts comptables, notamment à Lyon, ont mis au point une formation et un accompagnement spécifique pour les associations qui souhaitent se lancer dans cette démarche.

3- La baisse du temps de travail salarié

Maintenant, me direz-vous, c'est très beau tout ça, mais dans quel temps allons-nous le réaliser ? Pour répondre à la question, il est nécessaire de nous replonger dans l'origine de la démocratie.

Dans la Grèce antique, le travail était surtout pénible²⁰, et revenait aux esclaves. Les hommes libres s'occupaient des affaires « supérieures », c'est-à-dire la politique et la culture. Il ne s'agit bien sûr pas de revenir à ce type de société duale, mais j'en retiens deux leçons : L'épanouissement ne repose pas uniquement sur le travail, notamment salarié. Cette conception du travail présentée comme « épanouissant » date du capitalisme industriel, il y a un siècle et demi.

Deuxièmement, la démocratie, et plus largement l'épanouissement collectif demandent du temps. Commençons par ce dernier point. Pour amener tous les changements que nous avons évoqués, importants, urgents, il faut pouvoir s'y engager à fond et leur consacrer beaucoup de temps. Où allons-nous le prendre, alors que la plupart des personnes qui ont « la chance » de « gagner leur vie », d'avoir un travail, lui consacrent beaucoup (trop) de temps et que les militants sont débordés ? Il est évident que cela ne peut venir que d'une diminution rapide et importante du temps de travail salarié.

A la suite d'André Gorz et de tous ceux qu'il a inspiré, relevons tout d'abord que la tendance historique actuelle est de travailler moins²¹ pour gagner plus (et non travailler plus pour gagner plus, selon le vœu de Nicolas Sarkozy) ; à condition bien entendu, de partager équitablement. Car, en raison de la hausse continue de la productivité du travail²², nous produisons plus de richesses avec moins de travail

²⁰ Travail vient du latin tripalium qui désigne selon les interprétations, un instrument de torture ou un joug formé de trois morceaux de bois ; je penche pour ma part pour la seconde formule.

²¹ D'après l'Insee : En 1975, un salarié à temps complet passait effectivement 1 960 heures au travail dans l'année ; en 1984, il n'y consacre plus que 1 660 heures.

²² La productivité s'est globalement réduite ces toutes dernières années, mais cela reste très relatif. Selon l'Insee, elle s'est située en moyenne à 2,1% par an entre 1975 et 2004. Cela signifie pratiquement qu'elle a plus que doublé (+2,3) en 30 ans.

nécessaire pour cela²³. Ainsi, face à cette hausse, il y a trois solutions : Premièrement, accroître la production, mais il faut des débouchés en conséquence ; deuxièmement, augmenter le chômage et diminuer le nombre de travailleurs²⁴. C'est la solution qui a été choisie dans les années 70 pour armer les entreprises pour la guerre économique mondiale qui commençait, tout en maintenant une épée de Damoclès au-dessus de la tête des travailleurs, les décourageant ainsi de militer pour de meilleurs salaires et conditions de travail. La « malchance d'être exploité » a été transformé, comme par miracle, en « chance de travailler ». Les travailleurs devenaient des « privilégiés » ?!!

L'autre solution dont on n'a jamais fait un débat public, serait de diminuer le temps de travail salarié, en proportion de la hausse de la productivité. Il faudrait bien entendu rattraper le « temps perdu » pour se mettre à l'heure, si je puis dire. Comme elle a plus que doublé depuis 1975, il faudrait diviser par deux le temps de travail salarié, par rapport à cette époque. Certes, il faut également compenser le vieillissement de la population (certains estiment que son coût représente autour de 6h de travail par semaine et par actif), mais on imagine la révolution des modes de vie que cela entraînerait. Rapidement, tout un chacun pourrait avoir un emploi et du même coup, cela redonnerait du pouvoir aux salariés face à l'employeur qui ne pourrait plus utiliser le chômage comme une arme pour exiger n'importe quoi.

Au début des années 80, des chercheurs allemands et français ont calculé que pour « la production de la société » (c'est-à-dire les services nécessaires et suffisants pour qu'une société fonctionne ; donc sans compter la production de l'inutile, du superflu et tout ce qui peut relever de l'autoproduction et de l'échange), 14h, voire 12h de travail salarié par actif (c'est-à-dire travailleurs et chômeurs compris) et par semaine seraient suffisants vers 2030 environ. Si l'on rajoute les 6h nécessaires pour payer le coût du vieillissement de la population, nous arrivons au chiffre symbolique de 20h par semaine²⁵.

Ce qui m'intéresse ici, c'est que la dynamique globale de nos sociétés, est d'aller vers un temps de travail salarié quasiment divisé par deux par rapport à aujourd'hui. Le sociologue Roger Sue estime quant à lui²⁶ qu'un travailleur occidental ne consacre plus, en moyenne, que 14% de sa vie éveillée à un emploi salarié. Cela signifie que 86% de notre vie -hors sommeil- pourrait être du « temps libre » (ou presque parce que d'autres contraintes s'imposent). Cela sous-entendrait bien entendu de partager l'emploi pour que tout le monde travaille. Ce taux si bas est en fait caché par le chômage et l'emploi précaire. Il est le résultat de la hausse de la productivité, du prolongement des études et de l'allongement de la vie.

Au-delà de la dispute possible entre spécialistes sur l'importance et le rythme de la baisse du temps de travail, je pense que nous devons occuper ce temps « libre », le revendiquer, le conquérir, non pour le livrer au marché en achetant de l'occupation, mais au contraire pour l'y soustraire, pour en faire un espace d'autonomie personnelle et collective. Ce temps peut et sous doute doit devenir le temps majeur de la vie ; un temps pour soi, sa famille, ses amis, ses voisins, sans oublier ceux que nous ne connaissons pas ; un temps pour se cultiver, pour cultiver son jardin, pour le sport, la musique, la lecture, l'étude, mais aussi les engagements militants, l'autoproduction, l'entraide, la solidarité, la spiritualité, etc...

D'ailleurs, en plus de la hausse de la productivité, deux choix de vie peuvent également tendre à diminuer le temps de travail salarié : Si nous supprimons le « superflu » que nous achetons, nous pouvons également supprimer les heures de travail équivalentes. D'autre part, l'autoproduction que l'on peut développer dans le temps libre est peu monétarisée et permet donc, en théorie, de dépenser moins et par là de travailler moins.

Maintenant se pose une question : Comment allons-nous payer cette diminution massive de temps de

²³ La notion de productivité mesure le rapport entre la quantité de biens ou services produits et la quantité de travail nécessaire.

²⁴ La mise au chômage des travailleurs les moins rentables a été et reste un moyen d'accroître la productivité : « Sur la période 1992-2004, pour répondre à une concurrence internationale vive, la branche industrielle accroît sa productivité, notamment en investissant et en supprimant des emplois peu qualifiés. » Sources : INSEE, enquête Coût de la main-d'œuvre (Ecmo) et comptes nationaux. Site INSEE novembre 2008.

²⁵ Bien entendu, cela peut se discuter, car il y a également d'autres solutions comme le fait de faciliter et développer l'emploi de personnes étrangères, bien entendu en les payant au salaire normal et en les déclarant, mais cela n'interdit pas les solutions mixtes.

²⁶ « Temps et ordre social »

travail ? En dehors d'une décision mondiale -ce qui semble impensable-, des entreprises ne pourront nous payer au même salaire tout en nous employant deux fois moins de temps, autrement dit en embauchant le double de salariés. Une solution pourrait être le Revenu d'Existence.

4- Le revenu d'existence

Comment payer cette baisse du temps de travail salarié sans peser directement sur les entreprises, notamment les petites et moyennes qui créent le plus d'emplois ?

Il est bien entendu possible de mettre en place un système de taxe Tobin, comme l'a proposé ATTAC²⁷. D'ailleurs, l'Assemblée nationale en a adopté le principe en 2001, pour un taux maximal de 0,1%. Cependant, elle ne sera applicable que lorsque les autres parlements de l'Union Européens en auront fait de même.

L'idée d'un « revenu d'existence » tel qu'il a été pensé par Yoland Bresson, me semble un moyen plus performant encore et adapté à notre mutation de civilisation. Car aujourd'hui, nous ne vivons plus sous le règne de la rareté qui justifiait, mais de la surabondance ; le problème majeur n'est plus celui de la production, mais de la redistribution.

La proposition est de verser à chaque habitant d'un pays, adultes et enfants, nationaux comme étrangers (lorsqu'ils sont installés depuis une période à déterminer, mais qui pourrait être courte), un revenu mensuel, égal pour tous, sans condition et pendant toute la durée de la vie. Il se substituerait aux diverses allocations (sauf à celles qui compensent un handicap : chômage ou maladie) sans avoir ses aspects fortement stigmatisants et très chers en termes de gestion et contrôle. Calculé sur la richesse nationale, il évoluerait en fonction de celle-ci²⁸. Il pourrait être aujourd'hui de 300€ / mois²⁹. Pour ne pas pénaliser les personnes seules, on peut imaginer un fonctionnement semblable à celui du RMI, le montant variant en fonction de la composition familiale.

A la différence du salaire, ce revenu ne serait pas la contrepartie d'un service ; il serait versé parce que l'on vit et pour que l'on Existe pleinement en tant que membre à part entière d'un corps social. Le droit à la vie et à la dignité est le fondement du droit international³⁰. Il est inséparable du droit aux moyens de vivre dignement. Le principe du revenu d'existence est assis sur ce principe de cohérence.

Ce système permettrait de compenser une forte diminution du temps de travail salarié pour atteindre à terme l'équivalent de 20h / semaine.

Ce modèle peut paraître irréaliste et pourtant il l'est beaucoup plus que le système actuel qui génère inégalité et pauvreté. Outre l'injustice fondamentale de la situation, il est économiquement inefficace, car c'est autant de consommateurs et surtout de créateurs de richesses dont la collectivité se prive.

²⁷ Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne, créée en 1998, notamment pour introduire la taxe Tobin. Elle est l'un des piliers des Forum Sociaux Mondiaux.

²⁸ A titre d'exemple, notons qu'à 3% de croissance par an, le revenu double en 23 ans.

²⁹ Cf ; les calculs de l'Association Internationale pour le Revenu d'Existence. Le calcul pour Yoland Bresson se fait de la façon suivante : On divise la masse des « revenus primaires » (donné chaque année par l'INSEE) par la population du pays, et on multiplie le chiffre obtenu par l'indice de temps nécessaire pour obtenir les ressources nécessaires (0,23 pour la France, c'est-à-dire que les Français consacrent globalement 23% d'une année pour produire leurs richesses).

³⁰ Le droit à la dignité est affirmé dans l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme d 10 décembre 1948 : *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits*. Le droit à la vie est affirmé dans l'article 2 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme adoptée le 4 novembre 1950 : *Le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi*.

IV. LA MONDIALISATION DE L'HUMANITÉ

Depuis 30 ans, le début des années 80, le système global dominant la planète est caractérisé par la « mondialisation ». Elle est caractérisée par la monétarisation à outrance, car elle vise à transformer toutes les activités humaines en marché, partout dans le monde. Cette stratégie de conquête dans l'unique but de réaliser des méga bénéfices à très court terme, peut se cacher derrière le soucis apparent du chômage à travers la découverte de « niches à emplois ». Les crises que nous venons d'évoquer sont celles de cette mondialisation.

Je ne crois pas que nous revenions un jour aux vieux États-Nations et d'ailleurs je ne le souhaite pas. Les guerres du XX^e siècle et toutes leurs horreurs ont montré leurs limites et leurs perversions.

Le problème n'est pas la mondialisation en soi, mais la mondialisation capitaliste néo-libérale. Peut-on alors envisager une autre mondialisation, comme la prône le mouvement qui porte ce nom ? Sans aucun doute et voici les traits qu'elle pourrait revêtir.

1- Une gouvernance mondiale démocratique

Lors d'une conférence, un jeune m'a dit : Une gouvernance mondiale démocratique, c'est un oxymore, c'est-à-dire des termes contradictoires et normalement inconciliables. J'ai voulu dire non, mais dans le fond c'est vrai ; mais pourquoi faudrait-il rester dans la norme ? La norme est simplement ce qui s'est imposé, à l'exclusion de tout le reste.

La gouvernance mondiale existe déjà depuis quelques décennies. Elle a noms : FMI, Banque Mondiale, OMC, groupe de Davos, Conseil de Sécurité, G8 déguisé en G20, sociétés transnationales... Toutes ces institutions échappent, totalement ou en grande partie, aux règles démocratiques, même prises dans un sens limité. Le secret en est vite dévoilé : Plus tu es riche, plus tu « pèses » ! C'est le plus souvent le règne du cynisme, du mensonge, de l'hypocrisie. En dehors de ces cercles groupusculaires, on a l'impression de ne pas faire partie de la même humanité. Ces cercles ne constituent pas la « gouvernance » du monde, mais la domination de l'humanité et le pillage de la planète, car ils ne « gouvernent » pas ce monde, sinon ils ne serait pas en crise globale, ils l'exploitent et en profitent. En disant cela, je n'appelle pas à la haine, car ils ont le pouvoir que nous leur avons laissé. *« Aucun spoliateur ne peut parvenir à ses fins sans un certain degré de coopération volontaire ou forcée de la part de sa victime » disait Gandhi.*

Dans la perspective d'une autre mondialisation, la première mesure sera sans doute de (re)donner à **L'ONU** la direction de cette gouvernance mondiale démocratique (GMD) indispensable. L'ONU n'est certes pas une institution idéale dans son fonctionnement actuel, loin d'en faut, mais elle a un minimum de légitimité de par le nombre de pays représentés par des personnes élues (en tout cas la grande majorité). Bien entendu, il faudra mettre fin aux fausses élections « démocratiques », cache sexe de multiples dictatures, le plus souvent assistées de puissances politiques et économiques occidentales.

Il faudra commencer par mettre fin au mandat du **Conseil de Sécurité**. Ce groupe des pays vainqueurs de la seconde guerre mondiale n'a, 65 ans après, plus aucune légitimité -s'il en a jamais eu. Son élargissement récent est une amélioration qui permet aux pays dominants de garder leur poste. Par ailleurs, est-ce réellement la sécurité qui doit mener le monde ? Les dernières guerres menées en son nom (Irak, Kosovo, Afghanistan...) ne sont-elles pas plutôt celles de la main mise de quelques pays et sociétés transnationales sur les ressources énergétiques de la planète ? Je ne crois pas que ce soit la sécurité qui ait à être la lumière du monde, mais la justice et l'équité. Pourquoi alors ne pas mettre en place un conseil de l'équité qui veillera à la juste répartition des ressources de la planète ? Ce serait bien plus légitime et nécessaire.

On pourrait, à l'image de l'Union Européenne, adjoindre à l'assemblée des Nations Unies³¹ un **parlement mondial** avec des élu-e-s au suffrage universel direct. Il devrait bien sûr avoir un pouvoir législatif pour toutes les questions concernant l'ensemble de la planète (cf subsidiarité). Il devrait

³¹ Composée de chefs d'Etats et de gouvernements.

également avoir un droit de veto par rapport aux décisions de l'assemblée générale ONU pour contrebalancer l'action possible des lobbies économiques et financiers (cf système de double accord à l'UE). A terme, je pense que ce Parlement mondial devrait être aux commandes principales de l'ONU ; pourquoi ? Tout d'abord parce que je suis contre le cumul des mandats politiques ; un poste = un emploi et un salaire. Ensuite, parce que les qualités requises et les préoccupations ne sont pas les mêmes : Un chef d'État a le souci de l'État national ; un élu des Nations Unies a le souci de la planète et doit justement relativiser la dimension et les intérêts nationaux. La dernière conférence de Copenhague sur le climat nous a livré le spectacle déplorable de chefs d'États et de gouvernements qui, face à un défi planétaire, majeur et urgent, se sont majoritairement comportés comme des marchands de tapis, incapables de se situer dans une perspective mondiale, dans l'intérêt de l'humanité, présente et à venir. Il faut en tirer les leçons ; ne leur demandons plus ce qu'ils ne sont pas capables de faire.

Parallèlement aux deux organismes centraux, assemblée générale et parlement, nous pourrions ajouter un troisième corps fondamental pour la démocratie : un **conseil consultatif** constitué de représentants des sociétés civiles (cf ch. Démocratie participative). Cela peut paraître très compliqué, mais il existe pourtant déjà partiellement depuis 10 ans à travers les Forum Sociaux Mondiaux.

Mais, objectera-t-on, n'y a-t-il pas risque d'une dictature mondiale ? Comment sort-on de l'oxymore basé sur le constat suivant : Plus c'est grand, moins c'est démocratique ; la démocratie est d'abord locale ? Nous y répondrons dans le chapitre consacré ce sujet.

Les différents **organismes de l'ONU**³² devraient être conservés, mais réformés dans le sens de la démocratie et la transparence. Les Institutions Financières Internationales (IFI)³³ qui sont actuellement indépendantes des Nations Unies, devraient intégrer l'ONU pour y être supervisées par un pouvoir politique mondial. Elles devraient être entièrement repensées pour œuvrer dans l'intérêt de tous les peuples et non des grandes entreprises et banques transnationales. Une réforme de ces institutions devrait commencer par payer les personnes qui y travaillent à un salaire « normal » (cf chapitre Revenu maximum).

On peut également suggérer d'y adjoindre deux organismes ayant un pouvoir de contrainte, et traitant de toutes les questions relatives aux violations des Droits Humains fondamentaux.

- Une **Organisation Mondiale des Droits Humains** chargée de veiller à l'application et au respect des principes indiqués dans les deux piliers de 1966 : Les Droits Civiques et Politiques, et les Droits Economiques, Sociaux et Culturels.
- Une **Organisation Mondiale des Ressources Planétaires**, chargée de veiller à l'exploitation durable et la juste répartition des ressources de la planète, en tenant compte des générations présentes et à venir, dans le respect de l'équilibre écologique.

Un des outils majeurs de ces deux dimensions fondamentales -Droits humains et ressources planétaires- pourrait être la notion de Biens publics mondiaux (BPM) qui devrait entrer rapidement dans le Droit international.

2- Les Biens Publics Mondiaux

L'idée fondamentale de ce concept est qu'un certain nombre de ressources ne peuvent pas dépendre de décisions et de gestions nationales, voire locales, et ceci pour deux types de raisons :

Du point de vue de la justice :

- En fait, ce ne sont pas vraiment les peuples des pays dont le sous-sol est riche qui, d'une manière générale, profitent de ces richesses, mais de grands groupes économiques et financiers transnationaux, des dictateurs locaux, des mafias locales et internationales, même lorsque tout ce beau monde s'habille de respectabilité. L'Afrique -notamment la République Démocratique du

³² L'Organisation Internationale du Travail, le Programme des NU pour le Développement, pour le développement, etc...

³³ Banque Mondiale, Fond Monétaire Internationale, Organisation Mondiale du Commerce

Congo-, est un bon exemple de ce lamentable constat historique : la richesse des pays fait le malheur de leur peuple.

- Par ailleurs, d'un point de vue éthique, il n'est pas juste que des personnes vivent dans l'opulence parce qu'elles sont nées par hasard sur une terre riche, et que d'autres soient dans la misère parce qu'elles ont eu la malchance de voir le jour sur un sol ingrat. Le juste partage et l'équité sont à la base des idéaux humains, de l'humanisation des sociétés humaines.

Du point de vue de l'efficacité :

- La recherche du profit financier maximal et immédiat dans le cadre des « lois du marché »³⁴ est l'une des causes de la débâcle environnementale actuelle, car la cupidité ignore la sagesse et le respect. Poursuivre dans cette voie est suicidaire comme l'a clairement indiqué le GIEC en 2002³⁵. En effet, si on cherche d'abord à faire des profits à chaque fois que l'on découvre des solutions techniques pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre -lampes économiques, voitures à moteurs hybrides, modes de chauffage écologiques, etc...-, sachant que la moitié au moins de l'humanité est pauvre, et que dans les sociétés aisées, beaucoup ont des ressources réduites et que d'autres ne voudront pas payer plus cher, le résultat est assuré : elles ne seront jamais généralisées. La seule solution est de les subventionner³⁶ pour en généraliser le plus vite possible l'utilisation et par là même le bénéfice environnemental.
- D'un point de vue écologique, la crise des matières premières limitées et la prise en compte de la dimension environnementale dans la gestion de leur exploitation ; tout cela dépasse largement le cadre des frontières et des compétences strictement nationales. Il semble hautement souhaitable que les ressources dont l'exploitation est vitale pour l'ensemble de l'humanité, soient gérées au niveau mondial (principe de subsidiarité), notamment par l'Organisation Mondiale des Ressources Planétaires évoquées plus haut.

Concrètement, quel serait le champ d'application de ce concept ? En sachant qu'il faudrait commencer petit à petit, il pourrait englober 4 domaines fondamentaux :

- Les ressources du sous-sol : matières premières et énergies fossiles ;
- L'eau : Celles que l'on consomme, les fleuves, les nappes phréatiques et les mers ;
- L'information, les connaissances scientifiques et technologiques, ainsi que les cultures ;
- La santé : Cela désigne l'accès à tous les soins, médicaments et traitements, et la recherche.

Cela implique que toutes ces « richesses » ne soient plus un marché destiné à enrichir ceux qui le maîtrisent ; que la décision d'exploitation soit d'abord d'ordre politique, en fonction des besoins des personnes et des possibilités matérielles. Le domaine de l'économie serait celui de l'exploitation et de la mise en œuvre de la répartition. Avec des règles claires et contraignantes -ce qui implique un organe de contrôle-, le marché pourrait bien entendu jouer son rôle. Cela implique la disparition ou au moins l'encadrement des notions de brevet et de propriété intellectuelle. Car les bonnes idées appartiennent à tout le monde, d'autant qu'elles ne naissent pas simplement dans les têtes et les laboratoires géniaux, mais sont les fruits provisoires d'héritages multiples et parfois millénaires. Sans compter que la recherche, sans même parler des entreprises, est financée en grande partie par des fonds publics.

Nous réalisons alors qu'en mondialisant, qu'en humanisant la gestion des matières premières, des énergies fossiles, de l'eau, des connaissances... nous faisons acte de justice sociale mondiale et de responsabilité environnementale. Mais de plus, nous supprimons l'essentiel des causes de guerres et de conflits violents, et nous fermons les robinets des grandes inégalités sociales, des mafias et autres iniquités.

³⁴ Ce concept est souvent utilisé pour masquer la réalité. Les lois du marché ne sont pas naturelles, et résultent de décisions humaines, mais surtout elles sont détournées par des grands groupes economico-financiers avec l'appui de politiques. Derrière les grands marchés, on trouve des pratiques mafieuses : corruption, mensonge, exploitation, assassinats, destructions...

³⁵ Rapport GEO 3, le premier des 4 scénarios étudiés : le tout monétaire (on transforme tout en marché rentable).

³⁶ Et donc de payer proportionnellement à ses revenus à travers les impôts

3- Un seul « corps mondial pour la paix »

Les armées nationales posent de sérieux problèmes à plusieurs points de vue :

- Elles sont les instruments de volontés hégémoniques et colonisatrices à l'encontre d'autres peuples et pays (Afghanistan, Irak...). Au regard de l'histoire, nous constatons que les armées servent à dominer les peuples plus qu'à les défendre d'agressions extérieures.
- Elles peuvent être utilisées pour mettre en place des dictatures à l'encontre de leur propre population (Amérique Latine dans les années 60 – 70, nombreux pays d'Afrique, notamment de la zone d'influence française.
- Elles facilitent le commerce des armes et toutes ses exactions : mafias, pots de vin, groupes armés terroristes, coups d'État...
- Elles sont une source importante de gaspillage d'énergie et d'émission de gaz à effets de serre à travers le carburant dépensé, sans compter les divers explosifs, des balles aux bombes atomiques (essais nucléaires). Elles génèrent énormément de pollutions extrêmement dangereuses: uranium, appauvri ou pas, phosphore, gaz, défoliants, armes à sous-munitions, armes bactériologiques ; destruction d'entrepôts ou d'usines polluantes, de gazoducs, de systèmes d'assainissement ...
- Elles accaparent des tas de découvertes scientifiques fondamentales classées secret défense.
- Elles coûtent une fortune, de l'ordre de 1300 milliards de dollars qui serait utiles pour lutter contre la pauvreté, approvisionner en eau potable, éduquer, combattre le réchauffement climatique...
- Elles ne seront jamais démocratiques, sous peine d'être inefficaces. L'armée, c'est la hiérarchie, la soumission à l'autorité et l'obéissance quasi-aveugle.

Au moins pour toutes ces raisons, je pense qu'il faudrait les supprimer ; à condition bien sûr de ne pas militariser les autres « corps de sécurité » comme les Gendarmes et la Police, voire des groupes privés. Cette question devrait faire l'objet d'une législation internationale contraignante et d'une régulation contrôlée.

La suppression des armées nationales libérerait les citoyens, mais également une richesse considérable en finances, connaissances, technologies, outillages, expériences et personnes.... A leur place, on pourrait proposer une sorte de « corps mondial pour la paix » sous le contrôle des Nations Unies, un peu dans un style « casques bleus » revu et corrigé.

Cette institution aurait pour fonction la préservation de la paix dans le monde et la protection des populations en cas de conflits. Elle aurait deux missions : tout d'abord par l'éducation à la paix et la résolution non-violente des conflits à travers un corps d'enseignants. Cette matière deviendrait enseignée dès l'école³⁷. Ensuite, la prévention des conflits à travers un corps de « gardiens de la paix ». Il privilégierait l'action non-violente, mais pourrait, en cas de nécessité, intervenir militairement contre des groupes dominateurs.

4- L'ouverture des frontières

On comprend que la mondialisation de l'humanité ait pour corolaire l'ouverture des frontières nationales. Sans doute est-elle aujourd'hui une condition de l'humanisation de l'humanité. Car pour être humain dans son comportement, au sens éthique du terme, il faut se sentir d'abord membre et partie prenante de l'humanité dans son intégralité, et par là même relativiser l'appartenance nationale. L'ouverture des frontières est d'abord un processus mental : c'est l'esprit et le cœur, la raison et les sentiments qu'il s'agit d'ouvrir.

³⁷ La non-violence s'enseigne, cf: les travaux, tant pratiques que théoriques de Marshall Rosenberg accessible par son livre « La communication non-violente »

Mais cela doit également se traduire par une ouverture concrète des frontières nationales. Il ne s'agit pas de les supprimer, de les abolir, en tout cas aujourd'hui. Cela viendra peut-être un jour, je le souhaite, mais laissons le temps faire son travail. Les frontières sont un héritage, le plus souvent sanglant et injuste de l'histoire ; le fruit de la victoire du plus fort, pour ne pas dire « barbare ». Les colonialismes ont façonné la géographie politique pour assouvir la soif de pouvoir et de richesse ; il est en façade de la bibliothèque noire de notre histoire. Ne réveillons pas ses rancœurs et ses haines à peine enfouies quand elles ne s'exhibent pas ouvertement pour justifier le pire. Traitons les frontières comme des musées, des mémoires socialisées du passé pour apprendre à ne pas le bégayer et bâtir une histoire commune sur d'autres fondations.

Il est vrai que l'ouverture des frontières draine nombre de fantasmes : l'invasion étrangère, la perte d'identité nationale, la hausse du chômage, l'intégrisme religieux, le terrorisme... Comme toutes les peurs, elles sont des sentiments en partie irrationnels, plus que des réalités objectives. La peur est humaine, mais un positionnement politique doit aller au-delà. Nous pouvons tenter une approche plus raisonnée en regardant deux leçons de notre passé proche, une leçon de l'avenir et une dernière atemporelle.

- Lorsque les frontières nationales étaient ouvertes, avant 1974³⁸, la France n'était pas « envahie » par les étrangers. Bien au contraire, avec l'aide des autorités, les grandes entreprises automobiles, sidérurgiques et minières notamment, les ont incité à venir, quand elles ne sont pas allées les chercher sur place. Pendant les 30 années d'après guerre, environ 200.000 entraient chaque année en France, dont 85% sans papiers en règle. Ce fut la grande période des « sans-papiers », mais comme on avait besoin d'eux, on les régularisait en France sans que cela pose de problème. Le phénomène public des « sans-papiers » a été créé administrativement en milieu des années 80, dans le but d'avoir de la main d'œuvre sans droits face à la mondialisation. L'ouverture des frontières n'est donc pas automatiquement synonyme de respect des droits humains. Elle doit pour cela s'accompagner d'autres mesures concernant la justice économique et sociale. L'Union Européenne est à ce titre un exemple intéressant.
- Lorsque les pays d'où provenaient la majeure partie de nos immigrés -Espagne, Portugal, Italie, notamment- sont entrés dans l'U.E, nos frontières communes ont été levées. Or, non seulement la France n'a pas été « envahie » par de nouveaux migrants en provenance de ces pays, mais au fil des ans, ils sont devenus des pays d'immigration et non plus d'émigration. Il est vrai cependant que dans le même temps, le fonctionnement de l'U.E. a établi un peu plus d'équité économique en son sein et leur a donné des moyens pour se développer. L'ouverture des frontières n'est pas un remède miracle, elle prend tout son sens accompagnée de l'application des droits économiques, sociaux, culturels et politiques. Inversement, ces droits me paraissent inenvisageables sans l'ouverture des frontières. Il est significatif que tous les systèmes autoritaires ou totalitaires s'empressent de les fermer à double tour. En fait, les politiques migratoires restrictives et répressives servent à assigner à résidence les pauvres, à les enfermer dans leur pauvreté pour les mettre en concurrence et les exploiter ; « le contrôle des migrations est en fait un moyen de protéger des privilèges »³⁹.
- Nous pouvons ajouter que les crises majeures -économique, financière, alimentaire, environnementale, politique) qui engagent aujourd'hui notre avenir n'ont de solutions au niveau purement (si je puis dire) national. Elles se jouent toutes au niveau de l'humanité et de la planète. Le repli sur les intérêts nationaux voire nationalistes ne ferait que les aggraver car ce serait continuer à parier sur l'affrontement, la concurrence, la guerre. Les seules solutions envisageables sont globales et mondiales, basées sur la coopération. Ceci dit, comme je l'ai souvent répété, le mondial se joue d'abord localement, ce qui n'est pas la même chose que le national.
- Enfin, du point de vue de l'éthique⁴⁰, les frontières ne comptent pas, elles sont même illégitimes.

³⁸ Suite à l'envolée du chômage de masse, en 1973, la fermeture des frontières est déclarée officiellement en France. Elle ne deviendra effective que 10 ans plus tard, lorsque le second gouvernement Mitterrand adoptera le néo-libéralisme dans un contexte de généralisation de la « mondialisation néo-libérale ». Rappelons que cette banalisation du chômage sera utilisée comme « solution » pour abaisser le coût de la main d'œuvre et affronter la guerre économique mondiale.

³⁹ Liza Schuster, « L'ouverture des frontières » City University London ; sept. 2005.

⁴⁰ Pour le philosophe Paul Ricoeur, se caractérise par deux critères : l'autre est « comme moi » ; nous sommes tous

Lorsque nous parlons des valeurs humaines fondamentales comme l'amour, le respect, la justice, l'équité... nous savons qu'elles concernent l'ensemble de l'humanité. Je n'ai pas à être plus juste vis-à-vis de celui qui m'est proche ou qui a la même nationalité que moi. La hiérarchie sentimentale affirmée par Mr. Le Pen - « Je préfère ma fille à ma cousine... les Français aux étrangers... » - n'est pas éthique, mais de l'ordre du (re)sentiment personnel. L'idée de « préférence nationale » ou communautaire ou même européenne, est négation de l'éthique dont le fondement est : « Tous les êtres naissent et demeurent libres et égaux en dignité et en droits »⁴¹ ; autrement dit : Il n'y a pas d'étrangers sur terre, il n'y a que des être humains.

CONCLUSION : L'éthique contre la sacrificialité

La mondialisation « néo-libérale » actuellement dominante sur la planète, est un système global basé sur une idéologie profondément sacrificielle en ce sens qu'elle assoit le bien-être de certains sur le malheur des autres et la destruction de la planète. Il est certain que la plupart des cultures humaines ont été et demeurent ainsi, mais pour autant, il ne faut pas l'accepter pour au moins deux raisons : L'ampleur du phénomène : Les Mayas sacrifiaient quelques personnes de leur communauté, et nous le réprouvons, mais aujourd'hui, c'est plus de la moitié de l'humanité qui se trouve sacrifiée dans la pauvreté. Et il faudrait encore lui rajouter toutes celles et tous ceux qui, dans les pays riches, vivent dans des conditions matérielles indécentes, sont au chômage ou souffrent au travail...

Par ailleurs, la planète sacrifiée est en train de rendre l'âme. Sans compter le respect dû à toutes les formes de vie, nous n'avons pas de seconde planète en échange ; cette forme de sacrifice prend alors des allures de suicide collectif. Nous devons apprendre à penser la vie autrement, à sortir de la conception sacrificielle de la vie, de la politique, de l'économie. Pratiquement, on vit pour travailler et non l'inverse ; on met des travailleurs au chômage soit disant pour sauver des emplois ; on se croit obligé de salir un concurrent politique pour accéder au pouvoir ; et, cerise sur le gâteau du cynisme, cette incroyable notion de « destruction créatrice » formalisée par l'économiste autrichien Joseph Schumpeter⁴². Ce ne sont là que quelques exemples de l'aliénation mentale qui nous pousse à croire que quelque chose de bien arrive pour certains au prix d'un mal pour d'autres. Cela donne des formules comme « On ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs »... mais c'est toujours l'omelette qui l'affirme. Nous voulons aujourd'hui -en sachant que tant d'autres nous ont précédé- écrire l'histoire à partir des victimes ou plutôt sans victimes ni sacrifiés. Pour cela, nous devons redéfinir les valeurs et les principes sur lesquels nous voulons bâtir cet autre monde possible.

L'inverse de la sacrificialité, c'est l'éthique au sens où l'a défini le philosophe Paul Ricoeur⁴³ qui distingue trois sphères hiérarchisées et complémentaires : le « Je » de la liberté, le « Tu » de l'éthique proprement dite, et le « Il » du droit ou de la règle.

« Je », c'est le pôle de la liberté, de l'émergence de la personne en tant que telle. J'existe parce que je manifeste (ex-sistere)⁴⁴ un vouloir, « je veux », et un pouvoir, « je peux ». Il représente l'arrachement (ex-sistere = sortir de) à la détermination de la nature comme de la culture, c'est-à-dire des contraintes posées par nos caractéristiques physiques, notre héritage génétique, mais aussi la classe sociale dans laquelle nous sommes nés, la société dans laquelle nous vivons, sans compter l'état du monde, etc... L'affirmation du « Je » repose sur l'idée que je ne suis pas que mes racines, ma vie n'est pas programmée, il n'y a de destin que celui que l'on accepte. Mais en même temps, je vois bien que je ne

des humains « égaux en dignité et en droit » - et il doit passer « avant moi » ; c'est la notion d'altruisme.

⁴¹ Article 1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.

⁴² Dans la citation qui suit, on voit comment l'idée justifie la concurrence, les marchés, la flexibilité... et leur cortège de sacrifiés : « L'innovation est le moteur de la croissance économique et elle s'accompagne de la destruction créatrice. Le processus de destruction créatrice est un moteur essentiel de la croissance. En conduisant à l'obsolescence des technologies existantes, l'innovation s'accompagne nécessairement d'un renouvellement structurel de l'économie. S'opposer à ces évolutions revient à brider la croissance. Au contraire, l'innovation par destruction créatrice nécessite des institutions appropriées : marchés des biens et services concurrentiels, marché du travail flexible et marchés financiers développés. » Jean-Baptiste Michau, *Eclairages économiques* : <http://www.eclairco.org/fr/destructioncreatrice>.

⁴³ Article « éthique » pour l'Encyclopedia Universalis, version 1998.

⁴⁴ Exister vient du latin « ex-sistere » qui signifie « sortir de », « (se) manifester ».

suis pas capable de tout, et par là même que j'ai besoin des autres pour vivre ma liberté. La solidarité qui épanouit ma liberté naît effectivement, comme nous l'avons déjà relevé, de la conscience et de l'acceptation de nos propres limites et faiblesses⁴⁵ ; d'où la lien avec le second pôle.

« Tu » est le pôle de l'éthique, le pôle de l'autre. L'éthique en effet ne naît pas avec le « je », mais le « tu ». Elle ne commence pas par soi-même, mais par l'autre que je reconnais « comme moi-même » et en même temps « avant moi-même ». Dans la démarche éthique, je ne suis que le second -ou le troisième pour ceux qui croient à un être transcendant. Mais attention, l'autre est avant moi pour établir une relation de réciprocité, il ne doit pas être à ma place pour me « manger », m'étouffer, m'exploiter, sinon nous sommes dans l'ordre de la domination qui est la négation de l'éthique. Je ne dois pas non plus m'effacer moi-même, car le domaine de l'éthique est celui de la réciprocité : comment pourrais-je aimer l'autre si je ne m'aime pas ?

L'éthique, c'est la recherche du « vivre ensemble », de l'articulation entre ma liberté et celle de l'autre ; c'est la liberté de protéger la liberté de l'autre lorsqu'elle est menacée. Au regard de l'éthique, la véritable liberté n'est pas de tout faire⁴⁶, mais de contribuer au bonheur des autres, car c'est encore le meilleur moyen d'être soi-même heureux. L'éthique est donc le domaine de la réciprocité comme moyen d'atteindre ce qui constitue l'horizon de l'éthique : la quête du bonheur.

Mais, au-delà de la relation binaire « Je - Tu » et du libre choix de chacun d'entrer dans une démarche éthique, un troisième pôle est nécessaire pour faire en sorte que chacun, que tout un chacun soit traité comme un « Tu ».

« Il » est le pôle de la Justice et du Droit qui sont là pour élargir à l'ensemble de la société, du groupe à la société-monde, le bénéfice du principe éthique : toi comme moi et avant moi. Cette sphère pose l'équité, la générosité, la bonté, le partage, la solidarité comme impératifs communs à l'ensemble des membres de la société. Elle est l'impératif qui tente de sceller l'égalité des membres d'une communauté humaine ; elle est l'impératif qui nous incite à l'humanité.

Que signifie pratiquement cette démarche éthique ? Elle implique qu'aucune liberté individuelle -au sens où nous l'avons définie, à savoir la liberté de contribuer au bonheur d'autrui et au bien-être collectif- ne peut être sacrifiée à des réalisations politiques, économiques ou idéologiques. Elle implique que les lois, les règlements ou les conventions, d'ordre politiques, économiques ou sociales, ne sont légitimes qu'à la condition d'être éthiques, c'est-à-dire de privilégier le bonheur et le bien être collectifs. Bien entendu, le fait d'être choisis démocratiquement compte, mais n'est ni la seule ni la première condition. En clair, les lois et règles économiques et politiques choisies par les plus riches et puissants pour asseoir leur domination, n'ont aucune validité et doivent être enfreintes, même si elles sont votées « démocratiquement », car la seule démocratie qui tienne est celle qui se situe sous le chapeau éthique du respect absolu des Droits humains fondamentaux. C'est explicitement exprimé dans la déclaration d'indépendance des Etats-Unis : La légitimité d'un gouvernement provient d'abord de son respect des Droits fondamentaux, avant d'être issu des élections libres. C'est également, pour la France, l'orientation de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 24 juin 1793⁴⁷. Elle implique qu'un projet politique au sens large, repose sur le désir de faire disparaître les inégalités de moyens de vivre, de droits sociaux, d'accès à l'éducation, à l'emploi, et à la responsabilité politique.

La deuxième partie qui suit, représente une approche plus intellectuelle, à partir des « fondamentaux », c'est-à-dire des valeurs et des principes sur lesquels nous bâtissons et pouvons continuer à bâtir des alternatives. Ils peuvent à certains égards constituer des critères d'évaluation de nos alternatives. Bien entendu, ça n'est là qu'une vision des choses, d'autres sont possibles. Je dois préciser que ça n'est pas pour moi de l'intellectualisme, c'est-à-dire un jeu gratuit. Nous avons tous un code philosophique et

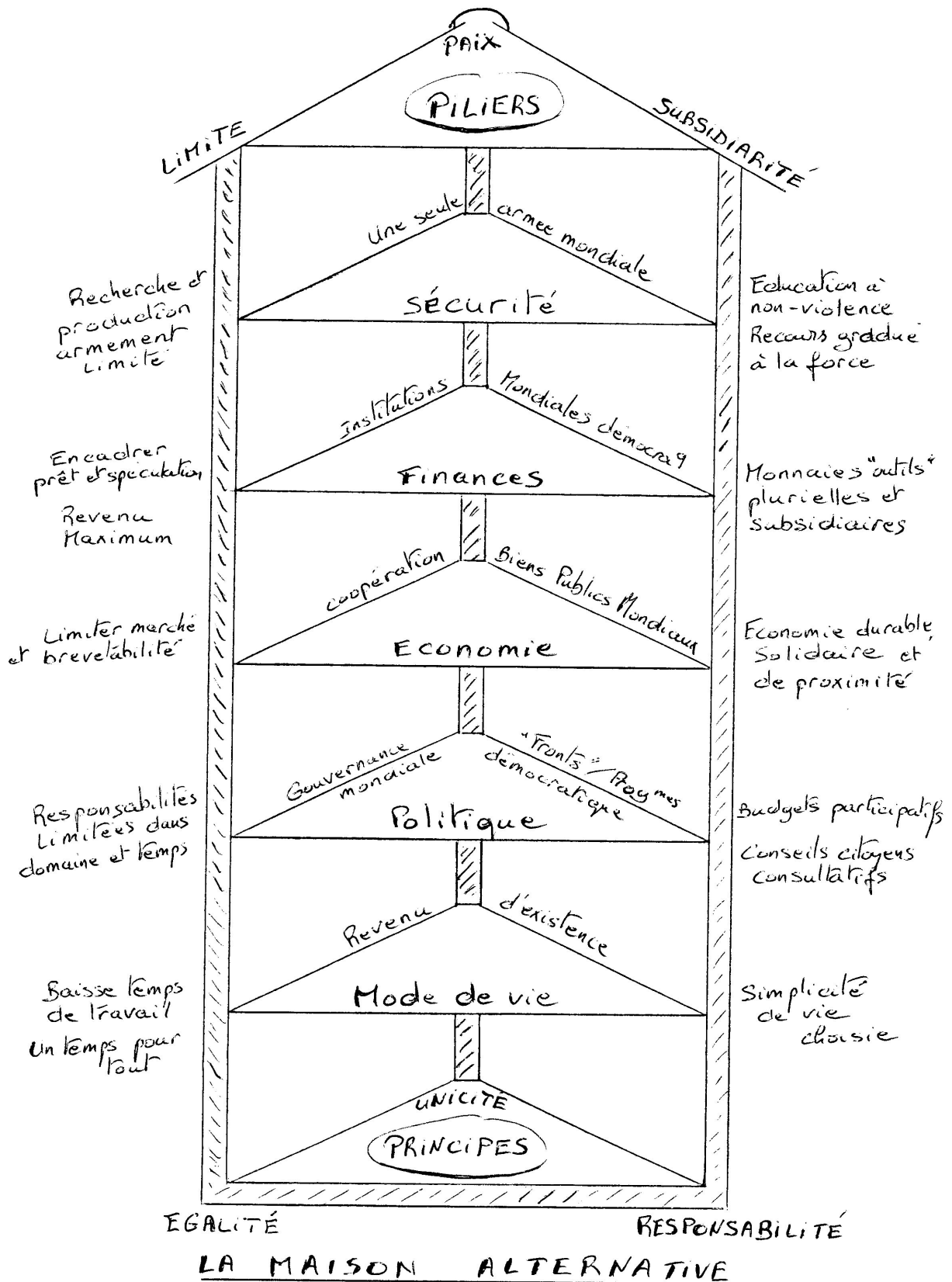
⁴⁵ Cf : Claire Suffrin entendue à une rencontre nationale de RECIT à Lille en 2003.

⁴⁶ Le pouvoir de « tout faire » n'est pas de l'ordre de la liberté, mais du fétichisme du pouvoir qui se veut absolu, c'est-à-dire indépendant de toute autre considération. C'est la définition que donne Annah Arendt du totalitarisme dont l'essence n'est pas de penser que « tout est permis », mais que « tout est possible » ; c'est un pouvoir qui se veut divin, in-humain, non-humain.

⁴⁷ « Il y a oppression contre le corps social lorsqu'un seul de ses membres est opprimé ; il y a oppression contre chaque membre lorsque le corps social est opprimé. Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est... le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

éthique dans la tête, même lorsque nous ne l'intellectualisons pas. Or, nous voyons qu'aujourd'hui, des idées se sont installées dans nos têtes plus ou moins insidieusement, via les infos, la pub, les déclarations politiques... Elles prônent la fin du principe de mutualisation et de solidarité entre tous les membres d'une société, notamment des plus riches vis-à-vis des pauvres. La résistance à cette « désocialisation » ne peut être que consciente, à partir d'outils intellectuels.

2ème partie : les fondamentaux



I. LES TROIS PRINCIPES FONDAMENTAUX

Les principes fondamentaux ont pour fonction de rassembler, de concentrer les valeurs qui nous semblent les plus importantes, celles qui ont le plus de chance de nous mener vers le bien-être partagé. Je n'ai ni la prétention ni l'intention de remplacer le tryptique républicain qui peut garder toute sa valeur, mais de resituer aujourd'hui, à l'heure des défis majeurs posés par la mondialisation, ces principes. Ils demeurent inspirés par les idéaux contenus dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, mais il importe de les repréciser. J'en retiendrai trois : L'unicité, l'égalité et la responsabilité.

1- L'unicité

L'unicité n'est pas la même notion que celle d'unité ; cette dernière exprime le souhait de former un tout cohérent. Unicité est le substantif de « unique », qualificatif que je voudrais appliquer à l'humanité dans sa globalité, à chaque individu, et à la planète⁴⁸.

- Parler d'unicité de **l'humanité**, c'est affirmer qu'il n'y a qu'une seule humanité. L'unicité, c'est le refus inconditionnel de sa division qualitative, que ce soit en races, en groupes sociaux ou en genres hiérarchisés ; en un mot, c'est le refus du racisme, du classisme⁴⁹ et du sexisme. L'unicité relativise tous les nationalismes et autres particularismes régionaux, qu'il s'agisse d'une région du monde comme l'Europe ou la Méditerranée, par exemple, ou d'une région internationale comme le pays basque, ou de la région d'un pays.
- Parler d'unicité de la **personne** humaine, c'est affirmer que le collectif ne doit pas se bâtir en sacrifiant les droits et de la dignité de la personne, quelle qu'elle soit. Croire que l'humanité est unique, c'est penser que pour avoir un comportement « humain », il faut agir en considérant chaque être humain comme un semblable.
- Parler d'unicité de la **planète**, surtout à l'heure de la mondialisation, c'est penser que les solutions aux défis majeurs qu'elle rencontre doivent se réfléchir et se réaliser sur toute la terre, reconnue comme unique demeure pour l'ensemble de l'humanité. C'est donc refuser qu'il puisse être accaparée au profit de pays ou de personnes les plus riches et/ou les plus puissants..

□ Concrètement, je vois aujourd'hui trois traductions concrètes de ce principe :

- L'unicité de tous les droits humains fondamentaux : les « Droits civiques et politiques », et les « Droits Economiques, Sociaux et Culturels » que l'on appelle les deux piliers des Droits Humains⁵⁰.
- La mise en place d'une gouvernance mondiale démocratique et participative, associée à une citoyenneté cosmopolite.
- L'ouverture⁵¹ des frontières, accompagnée de rééquilibres socio-économiques, dans le style de ce qui s'est fait avec l'Union Européenne, mais avec une priorité donnée au social sur l'économique.

2- L'égalité

L'égalité « en dignité et en droit » est affirmée dans l'article n°1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948. Défendre l'égalité de tous les êtres humains, c'est affirmer que l'inégalité scandaleuse n'est pas celle des modes de vie, mais des moyens de vivre dignement. Parce que nous sommes tous et toutes égaux en dignité, nous devrions l'être également en droit et en fait : Egaux face

⁴⁸ S'il n'avait été accaparé par les Eglises chrétiennes, nous pourrions reprendre le mot d'oecuménisme qui signifie littéralement « une seule maison » ou « une seule maisonnée ».

⁴⁹ Justification de la domination de classe.

⁵⁰ Il s'agit des deux pactes internationaux adoptés le 16 décembre 1966 par l'assemblée générale des Nations Unies.

⁵¹ Mais pas leur disparition, car en droit, « sans frontières » signifie sans droits.

au droit de travailler dignement, au droit de s'alimenter correctement, au droit de se soigner efficacement, etc... car la misère, l'exploitation, l'oppression, la marginalisation... représentent une violation grave des droits humains fondamentaux, et une rupture du pacte de fraternité qui devrait unir l'humanité. Dans le fond, peut-être que la voie de l'égalité est l'éthique telle que nous venons de la définir avec Paul Ricoeur : elle commence toujours par l'autre. C'est parce que chacun-e va rechercher le bonheur pour et avec l'autre, sans le penser à sa place, que nous avons des chances d'approcher l'égalité « en dignité et en droit », l'égalité profonde.

- Concrètement, je vois aujourd'hui plusieurs traductions possibles de ce principe :
 - La création d'une Organisation Mondiale des Droits Humains, responsable de l'application des deux piliers⁵², dépendant des Nations Unies, et ayant un pouvoir de contrainte sur les Etats.
 - L'instauration d'un « revenu d'existence », universel et inconditionnel, et d'un « revenu maximum »
 - L'instauration de « biens publics mondiaux » pour le bien-être de l'ensemble de l'humanité, présente et à venir.

3- La responsabilité

La responsabilité est littéralement la capacité de « répondre », on dira aujourd'hui d'assurer, face à une situation donnée. Elle devrait être la première caractéristique de tout citoyen et par là même de tout élu. Au sens de la révolution française, le véritable citoyen n'est pas l'adulte qui a la nationalité du pays dans lequel il vit, mais toute personne qui se sent responsable de tout ce qui touche à la vie collective qui l'environne.

Face aux défis majeurs qui menacent l'humanité, les vieux réflexes de pouvoir ne me semblent pas adaptés. Comment se sentir responsable dans une situation particulière lorsqu'on a pris l'habitude de se décharger sur d'autres (on appelle ça déléguer) de la gestion de nos affaires communes ? Les élections ne sont-elles pas, en fait, l'organisation de la renonciation à la responsabilité de l'ensemble des citoyens ? La question centrale de la politique ne devrait pas tant être l'exercice du pouvoir que l'organisation et la répartition de la responsabilité collective.

Pour cela, la politique doit changer de logique : Elle doit passer de la logique du pouvoir à celle de la responsabilité (Cf: III/1 « Les conseils consultatifs).

- Concrètement, je vois aujourd'hui une grande traduction de ce principe :
 - La démocratie participative à tous les niveaux et dans toutes les instances.
 - La fin des immunités politiques.
 - Une Justice réellement indépendante et avec les moyens nécessaires pour être rapide.
 - L'information, l'une des bases de la responsabilité, ne doit plus être considérée comme une marchandise⁵³.

II. LES TROIS PILIERS

En lien avec ces trois principes, je propose trois piliers pour bâtir la « maison commune »⁵⁴ : la paix, la limite et la subsidiarité dont je vais expliquer le contenu avant de voir comment ils peuvent se concrétiser.

⁵² Les droits civiques et politiques (DCP), et les Droits économiques, sociaux et culturels (DESC).

⁵³ Gérard Noiriel rappelle que les journaux sont apparus après la Révolution française comme instrument démocratique, pour informer le peuple des débats et décisions des élus, et les élus de ce que vivait et pensait le peuple.

⁵⁴ En grec ancien, cela se disait « oikuméné » ou « maison unique ». Traduit par le mot oecuménisme, il a été accaparé par le christianisme pour désigner le rassemblement de tous les chrétiens de la terre, mais son sens est beaucoup plus large et riche.

1- La paix

La paix... Existe-t-il un mot plus banal ? Et pourtant il est incroyablement alternatif, tant la conception guerrière de la vie s'est imposée dans quasiment tous les domaines : La vie personnelle est perçue comme un combat ; pour se faire une place, il faut savoir se battre, car nous nous trouvons en permanence en état de concurrence. Ce que l'on appelle l'économie de marché et la libre concurrence sont en fait une véritable guerre qui fait quantité de dégâts matériels et surtout de victimes ; dans le domaine politique, la démocratie est conçue comme la « victoire » d'un « camps » sur l'autre, et les partis ressemblent souvent à des armées en « campagne »...

Pourtant, si le but de la guerre est la victoire des plus forts, peut-on réellement penser qu'elle est conciliable avec la démocratie, dans le sens de « gouvernement du peuple » ? Non, car le seul mode de gouvernement efficace en temps de guerre est la hiérarchie et l'obéissance à des chefs préétablis. Question plus délicate encore : L'état de guerre permanente et totale est-il compatible avec la situation d'urgence planétaire actuel ? Non plus ! Dans leur document « GEO3 », les experts du GIEC⁵⁵ (Cf: Introduction/2) affirment que leur troisième scénarios « le tout sécuritaire », en termes militaire et policier, mènent l'humanité droit à la catastrophe.

Alors, peut-il y avoir une conception pacifique de l'économie, de la politique... et tout simplement de la vie ? Oui, car la démarche de « société », c'est la paix.

Voici l'histoire de hostis et hospes :

La relation à l'autre est quelque chose de fondamental, d'attirant, de vital, mais aussi d'angoissant ; l'altérité est difficile, car l'autre, tout autre, est d'abord perçu comme potentiellement hostile, en latin on disait « hostis ». Deux alternatives se présentent alors : la guerre ou la société.

La logique de la guerre, c'est « ou toi ou moi » ou « ma vie sera ta mort » (l'inverse revient bien entendu au même) ; c'est une logique du sacrifice qui peut être tout aussi bien militaire que politique, économique ou religieuse. Dans cette démarche, le bonheur des uns est inenvisageable sans le malheur des autres.

La logique de la société, c'est « toi avec moi » ou « ma vie sera ta vie » ; c'est une logique de solidarité qui signifie que l'on est plus solide ensemble. Celle-ci est ancrée dans l'éthique ou la philosophie de la faiblesse. La conscience de la faiblesse peut être le lieu du désespoir, mais peut aussi devenir le choix de la solidarité : c'est parce que je suis faible que j'ai besoin de l'autre. C'est là le fondement de la société, mot tiré du latin « socius » qui désigne « l'autre avec lequel je passe un accord pour un vécu commun ».

La logique de guerre ne voit en l'autre que « hostis », l'ennemi, réel ou potentiel. La logique de la société voit en l'autre « hospes », l'hôte, mot extraordinaire qui désigne tant l'accueillant que l'accueilli, peut-être parce que dans toute société qui se respecte, chaque membre doit être alternativement l'un et l'autre. La société est ainsi basée sur le changement de regard porté vers l'autre : l'ennemi potentiel, l'étrange autre, l'étranger peut devenir un hôte, un allié, un partenaire.

Une expérience a peut-être favorisé cette conversion du regard : l'asile ou l'accueil du réfugié, de la victime des guerres et des persécutions. Le réfugié est en effet une figure particulière et contradictoire, car il est à la fois perçu un danger potentiel en tant qu'autre (hostis), et il est lui-même en danger. Ainsi, l'accueillant potentiel et l'accueilli en demande, se retrouvent faire la même expérience de la peur de l'autre ; ils se découvrent alors semblables « craignent avec raison d'être dépouillés » de leur dignité, de leurs biens ou de leur vie. Tous les deux deviennent alors des hospes, des alliés « pour un vécu commun ».

L'hospitalité est l'alternative à la guerre, elle constitue le mouvement de base de la société, de toute société. Cela se traduira par des expressions comme « Tu es ici chez toi », « Fais comme chez toi », « Tu seras toujours chez toi », car l'hospitalité chasse les frontières temporelles et spatiales ; il n'y a plus de « chez toi » ou de « chez moi », mais un « chez nous » commun qui fait de l'humanité une même famille et de la terre une seule maison.

⁵⁵ Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat ; rapport de 2002.

2- La limite

Comme je l'ai abordé à propos de l'urgence planétaire, l'idéologie de la Modernité a fait de l'absence de limites une valeur : absence de limites dans les domaines de recherche et ses applications⁵⁶, dans la possibilité d'accumulation de capitaux et de biens, dans l'utilisation des ressources de la nature⁵⁷... et voilà qu'à partir des années 70⁵⁸, nous avons découvert que l'absence de limites devenait problématique et même source de nombreux risques majeurs pour l'humanité, que ce soit par la sur-exploitation des ressources, source de pollutions, ou par la sur-accumulation, source de crises financières, ou par la superposition de pouvoirs, source de totalitarismes...

Nous sommes en train de nous rendre compte que le domaine de l'humain, c'est la limite et la faiblesse ; et qu'au contraire, l'infini est le domaine du divin -que l'on y croit ou pas-. Lorsqu'il veut se situer lui-même dans ce domaine de l'infini -infini de l'avoir, du pouvoir, du savoir...- l'être humain se prend pour une divinité et devient irrémédiablement (sans mauvais jeu de mots) démoniaque et totalitaire⁵⁹.

Au fond, nous faisons l'expérience que si «notre liberté s'arrête là où commence celle d'autrui », la limite est la condition essentielle de la liberté, la seule qui mérite ce beau nom : la liberté de faire le bonheur des autres, de tout autre, et par là même de l'égalité « en dignité et en droit »⁶⁰.

Cette « limite » ne risque-t-elle pas de justifier un nouvel obscurantisme ? Non, car ce n'est pas tant la recherche que nous voulons limiter que ses applications techniques et commerciales.

3- La subsidiarité

Le principe de la subsidiarité a trois aspects :

- Il consiste tout d'abord à essayer de résoudre les problèmes au niveau où ils se posent. Cela signifie par exemple que nous n'allons pas demander à Bruxelles de résoudre des problèmes locaux de voisinage, et qu'à l'opposé les risques majeurs qui se posent à l'ensemble de la planète doivent être posés au niveau d'une instance mondiale.
- Il invite également à n'utiliser tel ou tel moyen que dans la mesure où l'on en a besoin, où il est véritablement nécessaire. Ainsi en est-il de la monnaie, de telle technologie, de tel moyen de transport, etc...
- Il pousse à commencer par le stade le plus simple (ne pas utiliser automatiquement de machine, faire à la main...), le plus économe (en énergie, matière première, finances), et le plus proche (économie locale...).

La subsidiarité est en fait une façon de créer un autre rapport aux choses en les utilisant en fonction des besoins, au lieu de les exploiter au maximum pour les transformer en richesse financière, à l'image des alchimistes du Moyen Age ; un autre rapport aux biens, en les empruntant le temps nécessaire, au lieu de se les approprier pour la nuit des temps.

- Il s'agit de sortir de la culture infantile et infantilissante du désir-roi, du désir nombriliste et souvent égoïste qui atrophie notre relation à autrui. Le désir et le plaisir sont avant tout un cadeau offert à l'autre ; leur fin est le bonheur partagé ; ils sont pervertis dès lors qu'ils sont instrumentalisés pour le profit.
- La subsidiarité est une voie pour sortir de la relation fétichiste au monde qui se traduit par le fait que nous sommes possédés -dans le sens religieux du terme- par ce que nous voulons posséder. La subsidiarité est, en ce sens, un chemin de libération et d'émancipation.

⁵⁶ A propos des limites souhaitables et au moins à débattre, on peut évoquer par exemple la bombe nucléaire ou à fragmentation, le klonage... Les divers comités éthiques essayent aujourd'hui de palier ce manque.

⁵⁷ Il ne s'agit pas pour moi de prôner un nouvel obscurantisme, mais le principe de précaution et d'humanité, c'est-à-dire la primauté du bien-être de chaque humain sur la recherche, la technologie, le commerce, l'enrichissement...

⁵⁸ Cf : « Halte à la croissance », rapport de 1972 commandé par le Club de Rome créé en 1968.

⁵⁹ Hannah Arendt, dans sa remarquable étude sur le totalitarisme, dit que l'essence du totalitarisme n'est pas de penser que tout est permis -ça, c'est le voyou-, mais que tout est possible, ce qui est un pouvoir divin en soi.

⁶⁰ Article 1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.

En conclusion, lorsque nous parlons de changer le monde, nous nous engageons à changer d'échelle pour aborder les défis majeurs qui menacent l'humanité.

- Les solutions se posent en termes globaux ; il ne s'agit pas simplement de changer de modèles économiques, ni seulement politiques, mais de modes de vie globale ; il faut tout repenser.

- Les solutions se posent ici et là-bas ; elles ne sont pas d'abord à dimension nationale, même si elles passent aussi par ce niveau. Les notions de frontières et de souveraineté nationales sont devenues obsolètes, dépassées.

- Les solutions passent par des changements, des efforts demandés à tout le monde, même s'ils n'auront pas la même portée pour chacun. Il est évident que les plus aisés, les plus pollueurs, auront le plus à changer, mais les comportements à risque et donc les modifications de comportements concernent aussi les plus pauvres sur la planète⁶¹.

III. LES ÉTAGES DE LA MAISON COMMUNE

Outillé de ces principes qui sont comme les fondations d'une maison (oikos en grec, qui se retrouve notamment dans éco-nomie = la règle de la maison et éco-logie = la connaissance de la maison), et de ses piliers, nous pouvons essayer d'en bâtir les étages. J'en ai retenu cinq importants, mais ça n'est pas limitatif ; il faudrait y rajouter les étages de l'éducation, de la culture... et d'autres encore. Chacun peut s'y essayer.

Pour bâtir la maison, il faut partir du bas, de la base : le mode de vie, le politique au service du bien commun, l'économie au service de ce projet collectif, la finance au service de l'économie et par là même du bien commun, la sécurité au service de la paix planétaire, etc... On ne construit pas une maison par le haut.

En termes de démarche, j'ai essayé d'appliquer à chaque étage la règle des principes et des piliers. Pour chaque domaine, je me suis demandé : Que donne les principes d'égalité, d'unicité et de responsabilité ? Comment peut s'appliquer la règle de la limite, de la paix et de subsidiarité ? On comprend bien que ces principes et ces piliers sont interdépendants et cohérents entre eux. Ils sont en même temps complémentaires par colonne : La subsidiarité permet l'exercice de la responsabilité (je rappelle qu'elle est une alternative à la logique de pouvoir dont souffre actuellement le politique), tant au plan local que mondial. La notion de limite permet de faire de celle d'égalité autre chose qu'une bel idéal ; on la retrouve dans l'affirmation que notre liberté s'arrête où commence celle d'autrui. La paix est sans doute l'unique moyen d'arriver à vivre heureux sur une même planète, et membre d'une même humanité.

S'agit-il là d'un « système » ? Oui dans le sens où c'est un ensemble qui veut être cohérent ; mais je sais que les « systèmes » font peur à juste titre, après les expériences totalitaires du XXème. C'est pourquoi je précise bien que je n'ai pas choisi des principes pour les appliquer ensuite à la réalité ; j'ai eu au contraire une démarche inductive, c'est-à-dire que j'ai essayé de voir, à partir des expériences et recherches alternatives que je connaissais, quels étaient leurs ressorts, leur socle. Par ailleurs, je ne crois que l'on puisse penser en dehors de tout cadre de référence, philosophique, éthique, voire religieux. Roland Barthes disait que tout le monde regardait le monde et la vie avec des lunettes idéologiques, c'est-à-dire à partir d'une certaine représentation du monde et de notre place dans celui-ci. Le problème n'est donc pas l'idéologie en soi, mais l'idéologie qui justifie la domination, le malheur des autres, fussent-ils une minorité. Si c'est un « système », il est complètement ouvert et provisoire, il a la fonction que Paul Ricoeur attribuait au symbole : « aider à penser ». Avant de laisser chacun-e bâtir ses étages, je dois préciser le sens de certains mots

⁶¹ La pauvreté est l'une des causes de la déforestation et de la désertification.

Petit dico alternatif :

- Kaïros : mot grec ancien désignant un temps de crise (jugement en grec) qui est un appel à un changement radical et qui peut dans ce cas devenir une chance à saisir.
- Mode de vie : l'art de rechercher son propre bonheur en faisant celui des autres.
- Politique : l'art de gouverner les biens communs en tenant compte de tous et en associant tous ceux qui le souhaitent.
- Sécurité : l'art de créer et préserver la paix dans la justice.
- Economie : l'art de faire des économies -de temps, d'énergies, de matières- pour gérer les biens universels en vue du bien être collectif, présent et à venir.
- Chrématistique : La recherche de l'argent/la richesse pour elle-même. Aristote la rejetait en la différenciant de l'économie.
- Finance : l'art de favoriser les échanges économiques, culturels et relationnels, au moyen d'outils multiples et maîtrisables, permettant de franchir les distances spatiales et temporelles .
- Monnaie affectée : Monnaie non-spéculative au service de projets politiques. Elle est limitée dans le temps (1 ans et 1 mois par exemple), ne sert qu'une seule fois, et a un usage prédéterminé (alimentation, bio, culture, par exemple).
- Revenu d'existence : Revenu versé à vie et inconditionnellement à toute personne d'un territoire donné, simplement parce qu'elle y vit et le fait vivre. Il est une forme de partage de la richesse produite par les habitants de ce territoire.
- Biens publics mondiaux : Biens appartenant à l'ensemble de l'humanité, présente et à venir, et par là même à personne, ni à aucun pays en particulier. Ils peuvent embrasser particulièrement les matières premières du sous-sol, l'eau (potable, rivières et fleuves et mers, les connaissances et l'information, et la santé.
- Subsidiarité : Utilisation proportionnelle d'un bien ou d'un service. Ses trois fonctions sont : Situer la résolution au niveau où le problème se pose, n'utiliser un bien ou service que si on en a besoin, et commencer par le plus simple et proche.

A la fin de toute recherche d'alternatives, il faut marquer « **A SUIVRE ...** », car il n'existe pas de modèles clefs en main ; l'alternative est un processus, un cheminement qui a besoin de tout le monde, non pour suivre le mouvement, car humain ne rime pas avec mouton, mais apporter sa pierre pour paver la route, bâtir des ponts et construire un autre monde possible.

Jean-Pierre Cavalié - Septèmes les vallons, mai 2010